

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSISTANCE AUX FILLES-MÈRES

ET AUX
ENFANTS ILLÉGITIMES
DU PREMIER AGE, EN FRANCE

PAR
J. FAUCONNET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Octobre 1907, à 3 heures

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
JACQUELIN, professeur

PARIS (5^e)
V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

L'ASSISTANCE
AUX
FILLES-MÈRES
ET AUX
ENFANTS ILLÉGITIMES
DU PREMIER AGE, EN FRANCE

PAR
J. FAUCONNET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 28 Octobre 1907, à 3 heures

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
JACQUELIN, professeur



PARIS (5°)
V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ASSISTANCE
AUX
FILLES-MÈRES
ET AUX
ENFANTS ILLÉGITIMES DU PREMIER AGE
EN FRANCE

INTRODUCTION

La société doit assistance à toutes les mères indigentes ainsi qu'à leurs enfants en bas âge.

Elles souffrent, en effet, d'un mal physiologique qui est utile à la Société tout entière, et qui peut mettre leur vie en danger, si elles sont mal soignées.

On comprend donc qu'un Etat fasse des lois en faveur des mères indigentes et de leurs nourrissons, ceux-ci étant étroitement liés par la nature à leur mère pendant leur premier âge.

Nécessité d'une législation spéciale pour les filles-mères. — En principe, de telles lois doivent s'appliquer indistinctement à toutes les mères. Pourtant, il

en est une certaine catégorie, auxquelles il ne peut suffire de recevoir tous les soins nécessaires au moment de l'accouchement : ce sont les filles-mères.

Ces dernières se trouvent, en effet, dans une position sociale particulièrement pénible dans une Société fondée sur la famille. Elles joignent à la misère et à l'abandon des causes d'infériorité diverses qui leur sont spéciales et qui justifient à leur égard une législation particulière d'assistance maternelle.

Parmi ces raisons on peut distinguer, après l'anomalie de leur situation dont les conséquences leur sont très défavorables, la présence de sentiments déprimants qui se rencontrent très souvent chez elles, la honte et le désespoir.

On conçoit facilement que, chez ces femmes, de tels sentiments peuvent engendrer de redoutables déterminations, préjudiciables aussi bien à elles-mêmes qu'à leur enfant.

Ces raisons personnelles, qui peuvent justifier l'assistance à leur égard, ne sont pas les seules : il faut spécifier qu'une telle assistance a encore pour but d'aider les filles-mères indigentes à remplir le devoir d'entretien, que contracte toute mère envers son enfant, par le seul fait de la mise au monde, car leur misère les empêche d'y parvenir seules.

Une législation spéciale ayant pour but de parer à ces divers maux, inhérents à la condition même des filles-mères, est donc nécessaire.

Nécessité d'une législation spéciale pour les enfants du premier âge illégitimes. — Il en est de même pour leur nourrisson.

Tous les enfants indigents ont droit à l'assistance, puisqu'ils sont presque des malades, et que leur vie elle-même dépend exclusivement des soins physiques qu'on leur donne.

Ils ont des titres sérieux à une large assistance. Leur illégitimité en provoquant soit leur abandon, soit l'absence des soins nécessaires de la famille, provoque parmi eux une mortalité élevée; d'après les statistiques, elle atteint dans la première année de la vie près du double de la mortalité totale des nourrissons (1).

Cette conséquence grave de leur situation se fait sentir, d'après les remarques consignées par M. Bertillon, même si l'enfant se trouve dans des conditions de « sexe et d'habitat » semblables à celles des enfants légitimes du même âge.

Il est d'ailleurs certain, ajoute le même auteur, que cette funeste influence de l'illégitimité « a plus d'action

(1) M. Bertillon père, dans ses travaux sur la mortalité illégitime comparée à la mortalité légitime, montre qu'en France on peut les évaluer ainsi, pour 1.000 enfants : mortalité légitime, 167,5; mortalité illégitime, 326,5. Des conclusions analogues ont été formulées par M. March pour la période qui s'étend de 1853 à 1900, dans la *Statistique annuelle* (V. Rapports à la Commission de Dépopulation de MM. Budin et Drouineau).

dans les campagnes que dans les villes, et surtout à Paris ; et plus d'action sur les filles que sur les garçons » (Rapport Drouineau, p. 12).

Ces raisons scientifiques montrent bien clairement la nécessité pour la Société d'assister les enfants naturels du premier âge.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que cette nécessité est particulièrement impérieuse pour la France, où les naissances illégitimes forment près du dixième des naissances totales, ce qui constitue l'accroissement de la natalité dans notre pays, puisque le nombre des naissances des enfants légitimes diminue (Turquan, *Contribution à l'étude de la population*, p. 65).

Ces principes posés, il faut en envisager l'application. En effet, en assistant les filles-mères, la Société doit leur laisser la responsabilité de leurs actes vis-à-vis d'elles-mêmes. Il n'en est pas ainsi à l'égard de leurs enfants : la Société doit avant tout les protéger, et s'il est plus avantageux de les laisser près de leur mère, qui, malgré le caractère accidentel de leur naissance, s'y attachera vraisemblablement, et de créer, à cet effet, des secours spéciaux, on doit envisager pourtant une grave éventualité : c'est le cas où la mère voudrait abandonner en fait ou moralement son nourrisson et se dérober au devoir d'entretien de son enfant, n'obéissant en cela qu'à sa propre volonté ou contrainte par la misère. Cette hypothèse nous intéresse particulièrement, car une pareille décision,

si préjudiciable à la santé de l'enfant, est très fréquente de la part des filles-mères.

La loi doit donc réglementer avec soin cette situation particulière et protéger alors la vie des nouveau-nés contre leur mère.

On voit qu'à tous ces points de vue, la Société, qui a intérêt à constituer une assistance pour les mères et les nouveau-nés indigents, en général, doit parer à certaines situations des filles-mères abandonnées et de de leurs nourrissons. Elle devra pour cela recourir à des lois particulières qui compléteront les lois applicables à toutes les maternités malheureuses.

C'est à l'étude de ces deux catégories de lois d'assistance auxquelles peuvent, parfois, recourir, à la fois les filles-mères ou qu'on peut appliquer, en même temps, à leurs enfants nouveau-nés que nous consacrons la première partie de ce travail, nous réservant d'examiner ensuite la pratique de la jurisprudence, des institutions publiques et des œuvres privées, destinée soit à compléter, soit à perfectionner l'application des lois générales ou particulières dont nous venons de démontrer la nécessité.

PREMIÈRE PARTIE

L'assistance légale.

TITRE I

ASSISTANCE MATERNELLE

CHAPITRE PREMIER

Les lois.

Législation générale d'assistance maternelle : loi du 15 juillet 1893. — Conformément à ce que nous avons dit plus haut, le législateur français a organisé une assistance maternelle accessible à toutes les mères par la loi sur l'assistance médicale gratuite du 15 juillet 1893.

L'article 1 de cette loi, § 3, assimile, en effet, les femmes en couches à des malades. Et, comme il est indifférent qu'elles soient mariées ou non, pourvu qu'elles soient indigentes, afin de prétendre aux bénéfices de cette assistance, à l'hôpital ou à domicile, il en résulte que les filles-mères peuvent en profiter.

Cependant nous verrons qu'il a fallu organiser une assistance maternelle presque spéciale aux filles-

mères, un grand nombre d'entre elles restant éloignées des secours de la loi de 1893 à cause des formalités exigées de toute personne désirant se faire inscrire sur la liste d'assistance médicale gratuite afin d'augmenter la publicité de cette liste.

Nombre de ces femmes préféraient s'abstenir complètement, considérant cette publicité relative comme incompatible avec le souci qu'elles ont le plus souvent de cacher leur situation.

Nous retrouvons ici l'une des principales raisons qui nous ont fait dire qu'on doit organiser pour les filles-mères une législation d'assistance maternelle spéciale.

Malgré tout, un grand nombre de filles-mères acceptent d'user de la loi de 1893. Nous devons donc en exposer le mécanisme et l'esprit.

Pour obtenir l'assistance médicale gratuite pour leur accouchement, les filles-mères doivent observer les formalités générales exigées par cette loi, et destinées à augmenter la publicité des noms des bénéficiaires pour éviter toute injustice. C'est ainsi qu'il faut adresser une demande à la mairie de la commune, qu'une enquête est faite pour établir le bien fondé de cette demande. Sur les résultats de cette enquête, que font des personnes de la commune spécialement désignées, une liste, dressée par les enquêteurs, est arrêtée par la commission administrative du bureau d'assistance et reste déposée au secrétariat de la mairie pour que

chacun puisse en prendre connaissance et formuler les réclamations utiles.

Il faut ajouter que l'article 25, § 2, de la loi du 15 juillet 1893, ayant expressément maintenu l'article 1 de la loi du 7 août 1854, il en résulte que les indigents qui tombent malades sur le territoire d'une commune siège d'un hôpital doivent être admis et traités sans conditions de domicile de secours, c'est-à-dire sans possibilité de recours éventuel, alors même qu'ils sont étrangers à la commune (Circ. Intér. 17 août 1893. *Bulletin*, 1895, p. 213).

Les articles 19, 20, 21 de la même loi prévoient les cas d'urgence et d'accident et en réglementent la procédure en application du principe que nous venons de rappeler. Il en résulte que les filles-mères non inscrites sur la liste d'assistance médicale gratuite peuvent cependant en bénéficier pour leur accouchement.

Application pratique de la loi. — Difficultés rencontrées par les filles-mères. — Nous avons signalé déjà que l'assistance de la loi de 1893 peut se manifester au choix des indigents soit par l'hospitalisation, soit par le secours à domicile. Si nous examinons ce point à l'égard des filles-mères, nous devons faire remarquer que, dans la pratique, le chiffre des journées d'hôpital est supérieur à celui des secours à domicile.

Les raisons en sont faciles à comprendre. D'une part, les hôpitaux où se présentent les filles-mères se trouvent généralement dans les grandes villes, parce qu'elles sont assurées de se perdre dans la foule et de trouver ainsi le secret. « Un grand nombre d'hospitalisées, dit judicieusement M^{me} Caubet, directrice de l'asile Michelet à Paris, viennent de province pour cacher leur état en raison des facilités qu'offrent un grand nombre de villes comme Paris... Cacher leur identité est leur but. Ce n'est pas tant le désir de garder l'inconnito que la nécessité pour elles de ne pas être reconnues par des gens de leur pays, ce qui rendrait publique leur situation. »

Il faut ajouter qu'un grand nombre (environ 20 0/0) de filles-mères vont même jusqu'à ne recourir à l'hospitalisation que pour se faire assister à la suite de fausses couches, alors que déjà leur faute leur semble moins apparente.

Une autre raison pour laquelle les filles-mères sollicitent l'hospitalisation de préférence aux secours à domicile, c'est la différence considérable qui se trouve, pour les soins et les frais, entre les deux modes d'assistance.

A l'hôpital, la fille-mère peut n'être pas reconnue et se trouve défrayée, sans éprouver la moindre inquiétude, de toutes les dépenses provoquées par sa maladie, en même temps que, jour et nuit, elle est admirablement soignée, sous la direction des spécialistes les plus éclairés.

Dans certaines grandes villes, même à Paris par exemple, elle est assurée d'une tranquille convalescence qui lui est accordée gratuitement dans des asiles spéciaux.

Toute autre est au contraire la situation de la fille-mère secourue à domicile, dans une ville où elle n'est venue le plus souvent que pour occuper une mauvaise chambre, soit pour n'y passer que le peu de temps laissé par le travail, soit pour y attendre dans l'inquiétude et la misère la période de l'accouchement.

D'une part, les secours accordés sont infimes et ne correspondent guère aux nécessités de la maladie d'une femme en couches qui a dû presque toujours cesser, pour s'aliter, le travail qui la faisait vivre.

D'autre part, il faut, pour un accouchement, des soins dévoués et minutieux et toute une organisation spéciale dont les frais ne sont que faiblement compensés par les secours accordés.

On voit donc ainsi quelles sont les principales difficultés que rencontrent les filles-mères obligées de recourir à l'assistance médicale gratuite pour leur accouchement.

On voit bien que si les autres femmes indigentes les éprouvent à quelque degré, elles sont particulièrement sérieuses pour les filles-mères qui les affrontent dans un état d'esprit généralement affaibli et déprimé.

Difficultés provenant de l'organisation pratique de l'hospitalisation maternelle. — Examinons à présent comment ont été aménagés les moyens d'application de cette assistance maternelle de la loi de 1893.

Ainsi que le signalent un grand nombre d'inspecteurs départementaux et de médecins inspecteurs, les maternités sont souvent mal organisées. Beaucoup d'hôpitaux qui, avant la loi de 1893, ne possédaient pas même de maternité, ont été obligés d'en installer à la hâte un service pour se conformer à la nouvelle législation. Il en est résulté que la plupart sont mal agencées et que les exigences de la science moderne y sont mal respectées. « L'assistance maternelle est tout entière à créer sur le territoire de la République, dit M. Strauss : insuffisante et défectueuse où elle existe, elle fait à peu près défaut dans l'immense majorité des communes. Beaucoup de maternités de province ne sont encore, suivant la description qu'en a faite M. le D^r Napias, que de tristes gésines où existe la fièvre puerpérale, où sévit l'ophtalmie purulente des nouveau-nés. » (*Dépopulation et puériculture* pp. 47-48.)

Et ailleurs le même auteur dit encore : « Bien qu'en ces dernières années un progrès ait été réalisé dans un certain nombre de villes, ce ne sera pas trop de l'intermédiaire du législateur pour astreindre les administrations indolentes ou réfractaires à modifier leur

outillage hospitalier suivant les données de la science et les exigences de l'hygiène.

« Combien d'hôpitaux ne sont pas pourvus d'un service distinct d'accouchement, et, parmi les maternités existantes, un trop grand nombre d'entre elles ne méritent pas ce nom accueillant et hospitalier »... « Aussi le complément indispensable de la loi salubre sur la médecine gratuite sera-t-il d'imposer aux hôpitaux un service et des salles d'accouchement en rapport avec les besoins présumés de la population, en harmonie avec les prescriptions sanitaires les plus récentes. » (*L'enfance malheureuse*, pp. 112-115.)

Et, prévoyant les objections budgétaires qu'on pourrait lui opposer, M. Strauss ajoute : « Si l'on redoute l'excès des charges en raison même des améliorations obtenues et de la mortalité disparue, si l'on craint l'accroissement du nombre des accouchements gratuits au fur et à mesure que des maternités salubres s'élèveront de toutes parts, qu'on nous ramène aux gésines du temps passé, à l'office meurtrier des accouchées de l'ancien Hôtel-Dieu, qu'on efface l'Œuvre de Pasteur, de Semmelweis et de Tarnier, et que le germe de la fièvre puerpérale se répande plus malfaisant et plus homicide qu'avant Tenon ! » (*Id.*).

Il est bon d'insister sur ce fait que dans les dernières années, les départements rivalisent, généralement, pour organiser, dans leur chef-lieu, des maternités qui deviennent départementales suivant le vœu

de M. le D^r Drouineau. Une telle organisation a l'avantage de ne pas trop éloigner les filles-mères qui désirent le secret de leur grossesse ou de leur accouchement et de ne pas les contraindre à de hasardeux et coûteux déplacements.

Précédents législatifs. — Si nous examinons quelle est l'origine de cette disposition de la loi du 15 juillet 1893 qui assimile les femmes en couches aux malades habiles à bénéficier de l'assistance médicale gratuite, nous reconnaissons facilement que ce n'est qu'une application du principe suivant de la loi du 24 vendémiaire an II, dont l'article 18 est ainsi conçu : « Tout malade domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru ou à son domicile de fait ou à l'hospice le plus voisin. »

Ce principe de la Révolution qui devait se réaliser par la loi qui nous occupe, a été repris par la Constitution de 1848, où il est écrit : « La République doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

Mais si nous recherchons spécialement un précédent au détail législatif qui nous occupe, nous constatons que la Convention avait organisé à la fois l'assistance hospitalière ou à domicile des filles-mères, par

le décret du 28 juin 1793 : « Dans chaque district, y lisons-nous, il sera créé une maison où la fille enceinte pourra se retirer pour faire ses couches et où elle pourra entrer à toute époque de sa grossesse qu'elle voudra.

« Il sera fourni par la nation à tous ses besoins jusqu'à ce qu'elle soit parfaitement rétablie de ses couches.

« Le secret le plus absolu sera gardé sur tout ce qui la concerne. »

La Convention ne se bornait donc pas à accorder aux filles-mères l'hospitalisation gratuite avant et pendant leur accouchement, elle leur assurait en outre le secret.

Bien plus, dans le même décret, article 28, elle avait prévu l'assistance maternelle à domicile, puisqu'il était accordé à la mère 18 livres pour frais de couches, avec augmentation de 12 livres si elle nourrissait son enfant au sein, pour qu'elle pût acheter une layette.

Cette loi n'a jamais été abrogée, mais le temps et les ressources seuls en ont empêché l'application jusqu'à nos jours.

Ce n'est d'ailleurs qu'à la deuxième délibération de la Chambre des députés, qu'on retrouve, introduite dans le texte de la loi, cette généreuse et importante disposition. Et il n'y eut à ce propos aucune discussion dans le Parlement.

Législation spéciale d'assistance maternelle : loi du 27 juin 1904. — A côté de cette législation d'assistance maternelle accessible à toutes les femmes au moment de leurs couches, le législateur a formulé, dans la loi du 27 juin 1904, des prescriptions destinées à régler, après l'accouchement, la situation particulièrement difficile des femmes indigentes qui se trouvent isolées et dans l'obligation d'élever un nouveau-né. Le législateur envisageait alors presque exclusivement les filles-mères, songeant que les mères légitimes pouvaient facilement recourir aux bureaux de bienfaisance. Il est revenu sur cette idée et, depuis la loi du 22 avril 1905, on ne considère plus, pour admettre une mère au bénéfice de la loi du 27 juin 1904, que son indigence et son isolement (1).

Il n'en reste pas moins vrai que les filles-mères sont en plus grand nombre destinées à y recourir : le législateur a même institué en leur faveur une prime de légitimation d'enfant.

Par cette loi, a été instituée une assistance à domicile au moyen de secours temporaires destinés à prévenir l'abandon des enfants.

Cette dernière qualification des secours de cette assistance indique bien qu'il s'agit moins là de secourir les mères que de les obliger à ne pas aban-

(1) Suppression à l'article 7 du § 2.

donner leur enfant en bas-âge, et de les amener à l'allaiter elles-mêmes.

Aussi n'accorde-t-on pas un secours capable de subvenir aux besoins de la mère : il est destiné simplement à compenser l'augmentation de dépenses qu'une fille-mère en particulier se trouve devoir supporter du fait de la présence de son enfant.

Pendant, malgré la faiblesse du taux des secours et le dessein du législateur de ne point secourir la mère elle-même, il est inévitable que ces secours profitent à cette dernière, du moins partiellement.

D'ailleurs, il n'est guère possible d'assister l'enfant du premier âge, sans secourir en même temps la mère. Celle-ci l'allaité le plus souvent : le secours, pour profiter à son enfant, doit donc aider à la nourrir ; et comme elle est pauvre, il faut que le secours lui permette de mieux manger que d'ordinaire, de se mieux loger, pour que le nouveau-né ne souffre pas. Il faut que la mère se porte bien, et que l'assistance accordée en faveur de l'enfant y contribue, si l'on veut que le nourrisson soit lui-même en bonne santé.

C'est donc une assistance indirecte aux filles-mères qui se trouve nécessairement dans le système de la loi du 27 juin 1904. Il faut maintenant examiner le texte de la loi relatif à notre matière.

L'article 3 est ainsi conçu : « Est dit enfant secouru :

« L'enfant que sa mère ne peut pas nourrir ni élever faute de ressources et pour lequel est accordé le secours temporaire en vue de prévenir l'abandon. »

Ce texte est ainsi complété par l'article 7 :

« Dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi, un secours est accordé pour permettre à la mère pauvre de garder et nourrir son enfant ou de le placer en nourrice.

« Ce secours peut être mandaté au nom de la nourrice. (Il peut être accordé aux enfants de femmes veuves, divorcées ou abandonnées par leurs maris — abrogé.)

« Le mode, la quotité, la périodicité et la durée du secours sont réglés par le conseil général.

« Le secours est réduit, suspendu ou supprimé si la mère cesse d'être indigente ou si elle cesse de donner ou de faire donner les soins nécessaires à son enfant. Il peut être maintenu lors même que l'enfant ou la mère n'habite plus le département.

« En cas de légitimation de l'enfant secouru, la mère peut recevoir une prime dont le montant est réglé par le Conseil général. En ce cas, le secours temporaire est continué s'il y a lieu. »

Secours sollicité. — Il faut bien remarquer que le mode de secours est départemental, à la différence de l'assistance médicale que nous avons examinée.

C'est, en effet, le Conseil général qui vote et le préfet qui ordonne, par l'intermédiaire des inspecteurs départementaux et après l'enquête menée secrètement sur chaque demande, les dépenses nécessitées par les secours préventifs d'abandon.

Grâce à cette disposition, la liberté est laissée au Conseil général d'adoucir aussi complètement que possible la situation des filles-mères en particulier : un grand nombre de départements ont ainsi créé des secours spéciaux que la loi n'avait pas institués directement (secours de premier besoin, de relevailles). Certains ont préféré des secours en nature, et les ont institués pour des cas particuliers.

Ce mode d'assistance, en même temps qu'il est le meilleur pour l'enfant, est le plus économique pour l'Etat, puisqu'il permet d'assister trois enfants pour le prix de l'entretien d'un seul abandonné.

Il faut bien dire aussi qu'il permet à la fille-mère de ne pas reprendre le travail aussitôt après son accouchement si elle a quelque économie, en même temps que sa moralité peut se relever au contact de son enfant ; en tous cas, elle a toujours moins de penchant à l'abandonner quand elle l'a allaité elle-même. On peut dire encore que la loi de 1904 permet le secret absolu, au besoin, ou une liberté plus complète aux filles-mères, en accordant le secours même en cas de mise en nourrice. C'est encore à ce point de vue une mesure d'assistance indirecte aux mères, puisqu'elle

peut n'être pas la plus favorable pour la santé de l'enfant.

Secours offert. — A côté des secours temporaires que peut solliciter la fille-mère, on doit placer celui qui est offert à la fille-mère qui vient abandonner son enfant, pour l'engager à ne point persister dans sa détermination. Ce secours peut donner ultérieurement naissance à l'un de ceux que nous venons de mentionner, mais il en diffère en ce qu'il précède toute enquête. D'ailleurs, il ne peut être réduit ni répété, puisque c'est une libéralité ; il a généralement un taux unique.

Le texte qui correspond à cette espèce de secours est le suivant : « Art. 9.— La personne qui est de service (au bureau d'abandon) déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'art. 7 et, notamment, un secours de premier besoin, qui est alloué immédiatement. »

Il est à regretter que le barème destiné à fixer par zone les tarifs minima des secours temporaires, en exécution de l'art. 55 de la loi du 27 juin 1904, et qui devrait être annexé dans un tableau annuel à la loi de finances n'ait pas encore été publié. On attend pour cela le résultat d'une enquête qui n'est pas encore terminée.

Aussi l'application de la loi sur ce point est-elle

basée sur la pratique et l'exemple de ceux des départements les plus avancés à ce point de vue : les conseils généraux des autres départements profitent de la latitude que leur laisse la loi pour ordonner des mesures d'assistance qui deviennent ainsi générales en France.

Précédents. — Si, maintenant, après avoir déterminé la nature du secours temporaire préventif d'abandon, et les circonstances dans lesquelles il s'accorde, nous nous demandons quelle est l'origine de ce mode d'assistance et quel en était au début le caractère, nous voyons qu'il était d'abord exclusivement réservé aux filles-mères et à leurs enfants : « Toute fille-mère, lisons-nous dans le *décret du 24 juillet 1793*, qui déclarera vouloir allaiter son enfant aura droit de réclamer un secours de la Nation. »

Maignet disait dans le rapport qui précéda l'adoption de ce décret : « C'est à prévenir le crime et non à le punir que le législateur doit s'attacher ; il faut prendre le malheureux enfant jusque dans le sein de sa mère ; la Société doit offrir à cette infortunée les soins et les secours que son état sollicite. »

On voit donc qu'alors on voulait assister à la fois la mère et l'enfant par le secours temporaire préventif d'abandon.

On agissait ainsi sous l'impulsion de préoccupations morales dues à l'influence de Jean-Jacques

Rousseau, en envisageant surtout la nature humaine et la force de la nation.

Plus tard, les considérations budgétaires apparurent aux yeux du législateur comme plus importantes. On le voit dans les raisons pour lesquelles il préconise le secours, le trouvant « tout ensemble le plus moral, le plus consolant, le plus utile et le moins dispendieux ». Cet état d'esprit s'est fait jour à l'époque de la Monarchie de Juillet. Jusque-là ce mode d'assistance avait été rejeté par des considérations morales contraires à celles qui l'avaient fait instituer. On prétendait que c'était encourager l'inconduite et la doter, pour ainsi parler, d'une prime.

Mais dans un *rapport au roi du 5 avril 1837*, M. de Gasparin reprit l'œuvre de la Révolution en s'expliquant ainsi : « La débauche peuple, sans doute, les hospices d'enfants trouvés ; mais la misère est aussi une des causes les plus fréquentes des abandons. Si la mère pouvait nourrir son enfant ; si, au moment de sa naissance, elle n'était pas souvent dépourvue du plus strict nécessaire, elle se déterminerait difficilement à l'abandonner ; si la femme véritablement indigente avait l'espoir d'obtenir un secours alimentaire qui lui permettrait d'élever son enfant pendant les premiers temps, elle le garderait et ne s'en séparerait plus.

« Il s'agirait donc de remplacer par un bon système de secours à domicile pour la mère, les secours que l'on donne aujourd'hui à l'enfant dans l'hospice ; il

s'agirait de payer à la mère les mois de nourrice qu'on paie aujourd'hui à une nourrice étrangère. »

A partir de ce moment vont s'accroître les progrès de cette institution qui finit par remplacer complètement en pratique le système des tours, instrument d'abandon qui paraissait préférable aux adversaires du secours temporaire à domicile.

Mais on voit en même temps se modifier le rôle laissé par la loi à la mère secourue. Au lieu de rester un moyen de l'assister elle-même, le secours ne lui est plus remis, quand il l'est, que dans l'intérêt de son enfant, et ce nouvel état d'esprit du législateur semble différer de celui de la Convention.

La raison véritable en est d'ailleurs dans des soucis budgétaires, et nous allons voir que c'est dans cet esprit qu'a été écrite la phrase suivante d'une circulaire aux préfets du 27 mai 1856 où il est dit, à propos des secours temporaires alors exclusivement réservés aux filles-mères : « L'Administration doit placer au premier rang les secours destinés à conserver sa mère à l'enfant indigent. » Plus loin, en effet, l'auteur dit que cette institution est une « source d'économie pour le département dont elle limite les charges en rendant les expositions moins fréquentes. »

En 1859, on retrouve l'expression d'idées analogues dans un rapport fait après l'enquête administrative qui porta sur le nombre des enfants secourus à domicile. Ils étaient alors, disons-le, près de 15.000, tandis

qu'en 1849 on en comptait seulement 8.000. Pour apprécier les progrès de l'institution, il suffit de dire qu'en 1902 leur nombre s'élevait à 63.000.

Avec la *loi du 5 mai 1869*, les préoccupations budgétaires dans la préférence du législateur pour le secours temporaire, deviennent prépondérantes.

Cette loi consacrait définitivement ce mode d'assistance si longtemps rejeté, en le comprenant dans les dépenses du service (art. 3).

L'importance de cette innovation apparaît quand on lit ce passage de la circulaire ministérielle du 3 août 1869, destinée à en réglementer l'application : « Dans la nouvelle classification des dépenses extérieures, les secours temporaires occupent le premier rang. Appliquée dans la plupart des départements, réglementée par des instructions ministérielles, cette institution n'avait pas encore reçu la consécration de la loi ; elle vient de l'obtenir ; et, désormais, j'en ai la certitude, aucune entrave n'en ralentira le progrès. Les sympathies des Conseils généraux lui sont acquises, et l'on peut prévoir le moment, où grâce à leurs concours, le secours temporaire, créé, selon l'expression même de la loi, pour prévenir ou faire cesser l'abandon, deviendra la règle du Service. »

Cette loi n'avait donc pas seulement créé le secours temporaire obligatoire, elle avait organisé encore l'assistance départementale qui, auparavant, était seulement hospitalière.

C'est le principe qui s'est généralisé depuis en cette matière.

Aujourd'hui, le seul regret qu'on puisse émettre à propos de cette institution, c'est que le taux en soit encore insuffisant et ne corresponde guère à l'augmentation subite de dépenses qu'occasionne à toute mère isolée, surtout si elle est célibataire, la nécessité de garder son enfant auprès d'elle.

CHAPITRE II

Propositions de lois

Nous avons relevé dans l'analyse de la loi du 27 juin 1904 que les secours préventifs d'abandon n'étaient pas institués en faveur des mères, et que le taux n'en était pas calculé de façon à satisfaire à leurs besoins personnels.

D'autre part, nous avons antérieurement montré que la loi d'assistance médicale gratuite du 15 juillet 1893 ne vise que la période de l'accouchement qui seule est assimilée à une maladie.

Il en résulte que aucune assistance n'est offerte aux filles-mères isolées ni pour la période qui précède, ni pour celle qui la suit, exception faite des quelques jours de convalescence que certaines villes accordent aux hospitalisées.

Malgré le silence de la loi, la science réclame cependant pour les femmes enceintes ou nouvellement accouchées un repos complet et la cessation de tout travail.

Voilà une première omission de notre législation. Il faut ajouter qu'aucune loi n'institue des maternités secrètes dont nous avons signalé l'extrême utilité pour les filles-mères.

C'est en considération de ces lacunes de nos lois que s'est constitué récemment tout un groupe de propositions de lois.

A la Chambre des députés, M. Dulau, et au Sénat, M. Strauss ont déposé sur ce sujet des propositions de lois sensiblement analogues.

Proposition de loi de M. Dulau (1). — M. Dulau, reprenant la thèse favorite de M. le D^r Drouineau, réclame la création d'une assistance maternelle départementale. Il désire que, dès qu'une femme est reconnue enceinte, le département soit obligé de l'assister ; et le meilleur moyen, à ses yeux, d'y parvenir, c'est le secours à domicile.

Ce mode d'assistance lui semble avoir le double avantage de laisser la femme à son foyer, ce qui est moral, et de ne pas augmenter sans nécessité véritable le nombre des hospitalisées, ce qui est économique.

Le principe d'une telle assistance maternelle par département a pour conséquence que l'ordonnateur

(1) Ch. des Députés, 7 mars 1899, I, n° 789. — *Rapport*, 19 juin 1899, I, n° 1034.

doit en être le préfet. C'est lui, en effet, qui doit déterminer la nature, la quotité et la durée de secours, en ne demandant du bureau d'assistance médicale qu'un simple avis.

Pour les filles-mères, M. Dulau reconnaît que l'assistance à domicile ne peut s'appliquer que difficilement. Nous l'avons déjà vu. Puisque l'assistance hospitalière leur est très nécessaire, l'auteur propose, pour compléter la législation actuelle, de les assister pendant leur grossesse au moyen d'asiles ouvroirs, et de maternités secrètes pour leur accouchement.

Voici d'ailleurs l'ensemble des établissements d'assistance maternelle dont M. Dulau réclame l'institution.

1° Des maternités hospitalières auxquelles seraient rattachées quelques communes où seraient reçues les filles-mères sur certificat médical constatant la proximité du terme.

2° Des maternités secrètes distinctes des précédentes où toute femme pût être admise par le préfet, sans enquête et sur simple constatation de sa grossesse, mais après avis de la commission de surveillance ou d'une commission administrative.

Les femmes y seraient à l'abri de toute visite et ne pourraient communiquer avec l'extérieur autrement que par lettre, sauf exception et sur leur consentement formel.

Elles pourraient, à leur entrée, déposer un pli cacheté contenant les renseignements sur leur identité nécessaires en cas de décès ou d'accident grave.

Dans ces maternités secrètes, le travail serait obligatoire, après avis du médecin, et le produit en serait réservé tout entier à l'établissement.

3° Des asiles ouvriers ; car il est nécessaire « d'hospitaliser, les filles-mères, dit en 1892 M. Drouineau dans son rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique, non pas à la dernière période de la grossesse, mais surtout au moment où, devenue apparente, elle change pour elles les conditions habituelles de la vie ».

M. Dulau pense que dans les ouvriers aussi le travail pourrait être obligatoire dans la mesure où le permettrait un certificat médical. Mais ici il accorde aux filles-mères la moitié du produit de ce travail qu'elles toucheraient à leur sortie (art. 19).

Il est bon d'ajouter que ces dispositions qui forment le fond de la proposition de M. Dulau sont déjà en vigueur à Paris, pour la plupart, grâce aux efforts de M. Strauss au Conseil municipal (1).

Propositions de loi de M. Strauss (2). — Au Sé-

(1) Cet exemple a été suivi par la ville de Besançon qui recueille toute femme enceinte de sept mois avec abandon facultatif de l'enfant.

(2) Sénat, *Impressions*, 14 novembre 1899 ; N^{os} 235, année 1899 ; 52, année 1900 ; 4, année 1902.

nat, ce dernier a repris, dans une proposition, ces pratiques de l'assistance parisienne en s'appliquant à les perfectionner. Dans l'espoir de voir l'adoption plus prompte de son projet, M. Strauss recourait au système déjà en vigueur de la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite, de préférence à l'assistance départementale préconisée par M. Dulau. Il en résulte que l'assistance maternelle resterait communale.

Tout en ayant en vue l'intérêt de l'enfant, M. Strauss s'attache à l'assistance des filles-mères pour lesquelles il désire plus de garanties que M. Dulau.

C'est ainsi qu'il insiste fortement sur la nécessité du repos avant et après les couches, en s'appuyant des données les plus récentes de la science. Il faut, particulièrement pour les femmes et les enfants illégitimes, combattre tout surmenage.

Quant aux voies et moyens, M. Strauss, comme M. Dulau, veut à la fois la création de maternités hospitalières, de maternités secrètes et d'asiles ouvroirs auxquels toutes les communes devraient être rattachées.

L'admission serait accordée à toutes les femmes, dont la grossesse serait constatée, « sans enquête et incognito », les règles générales de la loi de 1893 mettant alors les frais à la charge de l'Etat.

Allant plus loin que M. Dulau, M. Strauss fixe par la loi la durée du repos obligatoire à deux semaines

avant et à quatre semaines après l'accouchement. Et, s'inspirant d'une pratique du Département de la Seine, il proclame la nécessité de la fixation légale d'un secours de grossesse. Ce serait le moyen d'unifier le taux de ces secours toujours très faibles et variables suivant les départements.

Quant à la période consécutive à l'accouchement, M. Strauss voudrait assurer une longue convalescence aux femmes soit en les recevant dans un établissement spécial, soit en leur accordant un secours de relevailles ou de chômage. Ce serait la compensation de la cessation forcée du travail pour celles qui vivent de leur salaire.

Pour diminuer les dépenses nouvelles qui pèseraient sur le budget de l'Etat, M. Strauss voudrait encourager la création ou le développement des mutualités maternelles qui indemniserait les femmes de leur chômage obligatoire. Il en résulte qu'il faudrait exiger de ces sociétés l'admission des filles-mères.

La proposition de M. Strauss n'est donc pas exclusive des œuvres privées.

N'ayant pu faire aboutir cette première proposition pour des raisons budgétaires, son auteur en présenta une nouvelle au Sénat, dans laquelle, « au lieu d'embrasser dans une délibération unique les différentes mesures pour la protection des mères et des nourrissons, il nous a paru préférable, dit-il, de recourir à la méthode de l'échelonnement ».

Se conformant à certaines objections qui lui avaient été présentées, M. Strauss fixe à un franc par jour l'allocation due aux femmes indigentes, à défaut de ressources personnelles ou de l'aide que pourrait leur donner une œuvre d'assistance maternelle, à condition que ces femmes soient employées dans les établissements soumis à l'inspection du travail, aux termes de de l'art. 1, de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1893. Ces femmes, est-il dit dans l'art. 1 de la proposition, « arrivées à la dernière période de la grossesse ne peuvent être admises à continuer leur travail que si cette continuation est sans danger pour la femme et pour l'enfant. Les inspecteurs peuvent toujours requérir à cet égard un certificat médical.

« Les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme d'un médecin chargé d'un service public, désigné par le Préfet, et après examen contradictoire, si les intéressés le réclament.

« Elles ne peuvent reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement, et en présentant un certificat médical constatant que cette reprise est sans danger.

« Les infractions aux dispositions de la présente loi sont constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures. »

Cette proposition est à l'ordre du jour du Sénat, mais déjà M. Savary, au nom de la Commission des finances, a fait sur elle un rapport peu favorable, à cause de l'allocation de un franc par jour, dont la répercussion est incertaine, mais qui exigerait de l'Etat une contribution trop lourde, « étant données les difficultés financières au milieu desquelles il se trouve » (1).

M. Strauss, en proposant le chômage obligatoire des femmes avant et après l'accouchement, avait dit qu'il en résulterait pour elles la perte possible de leur emploi, puisque les patrons ne voudraient pas les conserver à leur service pendant la durée de ce chômage.

Propositions de lois de MM. Engerand et Sirot.
— C'est sur ce sujet qu'en juillet 1906 M. Engerand a déposé à la Chambre une proposition de loi ayant trait à la « Protection des femmes avant et après l'accouchement. »

Il pense réaliser l'idée de M. Strauss si, par la loi, « la mère est assurée de ne point perdre son emploi

(1) Signalons ici que deux propositions de lois, faites à la Chambre des députés, n'ont pas été imprimées. La première, présentée en 1906 par M. J.-B. Breton, est sur « la Protection des Femmes enceintes et nouvellement accouchées et des enfants du premier âge ».

La seconde, en 1904, par M. Sarraut, porte sur « l'assistance à domicile des femmes nécessiteuses au terme de leur grossesse ».

Fauconnet.

et de retrouver, pendant le temps requis, l'équivalent du salaire abandonné ».

Dans ce but, propose-t-il « en aucun cas le contrat de travail ne peut être rompu si une femme vient à cesser le travail pendant les deux mois qui précéderont le terme présumé de la grossesse et pendant le mois qui suivra l'accouchement ».

On voit que M. Engerand a augmenté les délais de M. Strauss et, comme celui-ci avait fait appel aux mutualités maternelles, M. Engerand veut « faciliter par une coopération de l'Etat, proportionnée à l'effort fait par elles et aux résultats obtenus, l'œuvre des associations diverses qui rendent le repos possible, en garantissant à ces femmes une aide matérielle suffisante pour qu'elles puissent se trouver, avant et après leurs couches, dans les conditions hygiéniques indispensables pour elles et pour leurs enfants ».

Dans ce but, l'auteur réclame une augmentation de 720.000 francs des secours alloués :

a) Aux sociétés de charité maternelle, suivant le principe de Gand qui proportionne le secours à l'effort des œuvres et aux résultats obtenus par celles-ci.

M. Engerand spécifie qu'on devrait exiger de ces sociétés l'admission des filles-mères.

b) Aux sociétés de secours mutuels, en élevant la subvention de 1 franc et 0 fr. 50 à 1 fr. 25 et 0 fr. 75 pour toutes les femmes de 16 à 45 ans.

c) Il veut enfin allouer aux ouvrières de l'Etat une

indemnité journalière égale à leur salaire moyen pendant « les trente jours consécutifs de l'accouchement où le travail leur est interdit ».

M. Engerand invoque à l'appui de sa proposition le principe analogue de la loi du 18 juillet 1901, qui conserve leur emploi aux réservistes et territoriaux pendant leurs périodes d'instruction : il veut le réaliser par l'extension des dispositions de la loi de finances de 1905 contre le chômage involontaire « en venant en aide aux caisses de secours établies pour le combattre ».

Nous devons en dernier lieu signaler la proposition déposée en 1900 par M. Sirot sur le bureau de la la Chambre des députés, qui tend à accorder aux femmes et filles enceintes condamnées la même assistance que celle qui profite aux autres mères. C'est dans l'intérêt de leur santé et de celle de leur enfant que M. Sirot demande que les femmes soient transportées pour leur accouchement dans un quartier spécial d'une maternité et y puissent rester avec leur enfant pendant quatre ans, si d'ailleurs leur peine dépasse ou égale ce temps.

TITRE II

ASSISTANCE INFANTILE

CHAPITRE PREMIER

Les lois.

En ce qui concerne l'assistance aux enfants illégitimes du premier âge, on peut dire que les lois l'ont bien organisée.

C'est d'abord parce que, à leur égard, le problème est moins compliqué que celui de l'assistance à leur mère, puisqu'il suffit de leur assurer l'existence matérielle, c'est-à-dire la nourriture, l'habit et le couvert, et qu'on n'a guère à entrer, vis-à-vis d'eux dans des considérations morales qui rendent si délicates l'étude et l'organisation de l'assistance maternelle, en particulier en ce qui concerne les filles-mères. En effet, la difficulté de l'assistance infantile n'apparaît très grande que si on veut conserver auprès de sa mère l'enfant tout en assistant ce dernier.

C'est pour cela qu'on a employé, dans la seconde période de la législation seulement, le secours temporaire à domicile, qui n'a pour but que de maintenir l'union de la mère illégitime et de son enfant, malgré les complications qui peuvent surgir du fait de la mère.

Si les lois d'assistance infantile sont bonnes, c'est que le législateur, qui longtemps eut des préventions contre les filles-mères, fut toujours indulgent pour leurs nouveau-nés, êtres chétifs « qui, n'ayant jamais été coupables, peuvent être toujours malheureux ».

Il en résulte que l'assistance aux petits enfants est très ancienne, et que, par suite, les dispositions indispensables sont depuis longtemps consacrées.

Les nécessités politiques ou sociales ont en outre porté l'attention du législateur sur cette assistance : dès Jean-Jacques Rousseau et de nos jours, il voulut enrayer surtout la dépopulation ; sous Napoléon I^{er}, il considéra cette assistance comme un moyen de réparer les pertes éprouvées par l'armée et de remédier à l'insuffisance de la marine.

Dans ces dernières années cependant la science a démontré que l'assistance infantile était encore incomplète, et qu'elle ne devait pas envisager seulement les maux les plus apparents, qu'il lui fallait assister l'enfant même avant sa naissance et que le moyen le plus sûr de soutenir celui-ci c'était de lui assurer l'allaitement maternel.

Loi du 15 juillet 1893. — Comme leur mère, les enfants naturels du premier âge peuvent profiter des dispositions générales de l'assistance médicale gratuite qu'on peut demander en leur nom. Ils profitent d'ailleurs indirectement des mesures d'assistance dont bénéficie leur mère.

En application de la loi du 15 juillet 1893, les nourrissons peuvent donc être admis gratuitement à l'assistance à l'hôpital ou à domicile.

Une autre loi générale peut compléter la précédente, c'est la loi du 15 février 1902 qui rend la vaccination obligatoire et exige que les enfants soient vaccinés dans le courant de leur première année. C'est en quelque sorte une mesure d'assistance médicale obligatoire qui peut devenir gratuite en se combinant avec les dispositions de la loi du 15 juillet 1893.

Loi du 23 décembre 1874. — Avant de nous attacher à l'examen de la loi du 27 juin 1904 qui organise l'assistance aux enfants, nous pourrions relever ce passage de l'art. 8 de la loi du 23 décembre 1874 : « Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant, et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'admi-

nistration publique prescrit par l'art. 12 de la présente loi. » Cette mesure est très favorable aux nourrissons illégitimes dont les mères sont souvent nourrices, puisqu'elle tend à leur assurer une bonne nourriture et des soins assidus pendant les premiers mois.

Loi du 24 juillet 1889. — Nous signalons seulement la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités et moralement abandonnés, bien que cette loi confie à l'assistance publique les enfants dont les parents sont déchus par les tribunaux de la puissance paternelle. Nous faisons remarquer, en effet, que, à propos des enfants illégitimes, la filiation et la puissance paternelle, basées sur la reconnaissance de la mère, sont très rares : il en résulte que cette loi est ici presque sans objet, et que la loi du 27 juin 1904 s'y substitue.

Loi du 27 juin 1904. — On peut distinguer dans la loi de 1904 plusieurs modes suivant lesquels l'assistance est accordée aux enfants.

On s'efforce d'abord, par les secours temporaires préventifs d'abandon, de leur conserver leur foyer et de leur garantir l'allaitement maternel.

Si la nécessité l'exige, l'administration de l'Assistance publique peut recueillir momentanément, en

garde ou en dépôt, ceux qui ne sont pas définitivement abandonnés de leurs parents.

Enfin l'abandon par admission à bureau ouvert est la troisième forme d'assistance aux enfants que présente la loi de 1904.

Nous allons successivement examiner ces détails.

Déjà nous avons exposé la manière dont s'accordent les secours temporaires, qui peuvent être sollicités par la mère nécessiteuse, ou proposés par l'administration pour détourner d'un abandon.

Ces secours, avons-nous dit encore, sont, dans l'esprit du législateur, réservés aux enfants quoique accordés à la mère. Ils peuvent être, selon la décision du Conseil général, accordés en nature ou en argent, cette dernière pratique étant la plus commune (V. Circulaire ministérielle du 15 juillet 1904, sur la loi du 27 juin 1904, pp. 20 et 24-25), (édition P. Dupont).

Il est bon de rappeler que le but poursuivi ici par le législateur « est double : d'une part, restreindre le nombre des abandons ; d'autre part, diminuer la mortalité infantile en fournissant à des mères pauvres ce qui est indispensable pour que l'enfant ne succombe pas à des privations ». (*Id.*, p. 24).

Secours temporaires : 1° pour l'enfant à domicile.

— Il résulte d'ailleurs du texte même des articles 3 et 7 que le législateur accorde un secours temporaire quand

la mère ne peut pas élever et nourrir elle-même son enfant. Ce qui indique clairement que, en dehors de la crainte qu'il a de voir abandonner les nouveau-nés pour cause de misère, le législateur a le plus grand désir d'assurer aux nourrissons l'allaitement maternel. Il ne propose qu'à titre subsidiaire et pour le cas de nécessité la remise de l'enfant à la nourrice.

C'est pour augmenter la sécurité d'un tel placement qu'il a pris soin, aux termes de l'article 55, d'exiger la fixation par zone du salaire des nourrices, aussi bien que le tarif minimum des secours, dans un tableau annexé chaque année à la loi de finances et révisé tous les cinq ans, après enquête et avis des conseils généraux.

Pour garantir efficacement le paiement de ces dépenses dans le § 2 du même article, le législateur de 1904 les a déclarées obligatoires pour le département.

Nous avons dit qu'en ces matières, les données scientifiques sont récentes et qu'elles ont déterminé le législateur à garantir aux enfants, le plus possible, l'allaitement maternel.

Nous en trouvons la confirmation dans ce passage d'un des plus brillants spécialistes de ce temps, M. le professeur Budin : « Ce que nous conseillons surtout, ce que nous encourageons par-dessus tout, ce que nous nous efforçons d'obtenir par tous les moyens, c'est l'allaitement au sein par la mère. Malheureuse-

ment, quelques femmes ont une sécrétion lactée insuffisante ou nulle ; nous les aidons alors de notre mieux, en ayant recours soit à l'allaitement mixte, soit à l'allaitement artificiel, quand il est impossible de faire autrement ».

Le même auteur, dont les avis font autorité en ces matières, écrivait dans un rapport à la Commission municipale des crèches : « Le lait de femme, lait de mère ou lait d'une nourrice, doit être préféré à tous les autres ; il ne contient pas ou pour ainsi dire pas de microbes. Il passe pur du sein de la femme dans le tube digestif de l'enfant. »

Il serait facile d'accumuler les textes prouvant que l'enfant a droit à sa mère, particulièrement quand il ne peut compter que sur le lait qu'elle lui donne pour lutter contre les difficultés nombreuses qu'entravent son développement normal s'il est illégitime.

Et c'est alors qu'il trouve un utile appui dans la loi de 1904, puisque dans son application « il n'y a pas de distinction à faire entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Jamais d'ailleurs dans les lois d'assistance, la loi n'a admis cette distinction. Il n'y a donc pas lieu d'établir des tarifs différentiels au bénéfice ou au détriment des uns ou des autres ». (*Circul. cit.* p. 24.)

Jusqu'ici l'assistance accordée à l'enfant naturel le supposait recevoir des soins de sa mère et les secourait presque tous deux.

2° *Pour l'enfant en nourrice.* — Nous allons maintenant voir les secours s'attacher à la personne de l'enfant. Le cas se produit pour la mise en nourrice.

Cependant la mère ne peut alors s'en désintéresser, car elle est responsable de l'emploi des fonds, à moins que le secours ne soit mandaté au nom de la nourrice. Il est d'ailleurs toujours calculé de façon à ce qu'elle soit obligée d'en payer une part. (L. 1904, art. 7.)

C'est pourquoi on ne met le secours au nom de la nourrice que si la mère n'offre pas toutes les garanties de sécurité ou d'honnêteté désirable. « Cette procédure, est-il dit dans l'exposé des motifs du projet de loi, recommandée instamment par les instructions ministérielles, est actuellement suivie dans le plus grand nombre des cas ; elle épargne à la mère la tentation ou lui enlève la faculté de détourner tout ou partie d'une allocation dont son enfant doit être l'unique bénéficiaire. En assurant à la nourrice au moins une portion du salaire convenu, elle assure à l'enfant ce minimum indispensable de soins qui, souvent, lui fait défaut quand la nourrice n'est pas payée ou ne l'est qu'irrégulièrement. Il ne semble pas toutefois que le mandatement du secours au nom de la nourrice doive être imposé par la loi ; il faut laisser aux conseils généraux le droit de régler le service des secours temporaires. »

Ajoutons que cette forme de paiement des nour-

rices est une création de la loi de 1904 et qu'elle est très profitable aux enfants illégitimes, puisqu'elle a pour but d'éviter les abandons provoqués souvent par la cessation du paiement des mensualités par la mère.

Enfants en dépôt et en garde. — Un système d'assistance qui tient le milieu entre le secours dans la famille et l'abandon définitif se rencontre encore dans la loi de 1904, c'est celle qu'on accorde, avons-nous dit, aux enfants en dépôt et aux enfants en garde (L. 1904, art. 4 et 5). Ce qui caractérise ces deux groupes d'enfants, c'est qu'ils restent soumis à la tutelle de leurs parents. Plus précisément, est dit enfant en dépôt :

« L'enfant qui, laissé sans protection ni moyens d'existence par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli temporairement par le service des enfants assistés. »

On conçoit combien nombreux sont les enfants illégitimes qui en profitent quand ils n'ont que leur mère pour soutien.

D'ailleurs, « l'admission de ces enfants à l'assistance est loin d'être un fait nouveau. Longtemps elle a été pratiquée avec beaucoup d'inégalité suivant les lieux. Elle a été l'occasion de l'enquête de 1860, l'objet d'un règlement modèle permettant, mais n'y obligeant

pas, de venir au secours des pauvres enfants dont les parents sont enfermés dans un dépôt de mendicité ou sont en état de détention préventive ou détenus par suite d'une condamnation. » (Roussel, rapport cit.).

Malheureusement, comme le dit M. Strauss, « l'hospitalité temporaire d'un hospice, d'un hôpital réservé d'ailleurs aux cas de force majeure, en quelque sorte flagrants, est à la fois trop étroite, trop insuffisante, trop spéciale et trop périlleuse au point de vue sanitaire. Quelque progrès qu'on ait fait pour assainir l'hospice des enfants assistés, surtout depuis la création de l'annexe de Thiais, et la station suburbaine de Châtillon, malgré les résultats obtenus, la promiscuité avec les malades laisse planer une menace qui épouvante les mères.

« L'institution du *dépôt hospitalier* se prête mal à ce qu'on attend d'elle ; elle n'évite pas l'abandon d'un grand nombre d'enfants que leurs parents sont *momentanément* hors d'état de garder ou d'élever pour cause de traitement à domicile, de chômage, d'absence du père ou de la mère, etc. Cette insuffisance apparaît si l'on considère la proportion croissante des demandes de retrait des enfants abandonnés ».

Quant aux enfants en garde, c'est-à-dire ceux dont l'Assistance a la garde, la tutelle restant pour le reste à leurs parents, ce sont ceux qui ont été confiés « par

les tribunaux, à l'Assistance publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, » c'est-à-dire les enfants qui sont victimes « de violence, voies de fait, actes de cruauté et attentats contre eux ».

On sent ici que le pouvoir de l'Assistance Publique est plus étendu que pour les enfants en dépôt, puisque les parents de ceux-ci peuvent toujours par leur simple volonté y mettre fin, ce qui est impossible à ceux des enfants en garde.

Cette mesure est sans précédent, puisque auparavant on confondait les enfants secourus et en garde.

Abandon par admission à bureau ouvert. — Examinons la forme la plus complète d'assistance accordée par l'Etat au profit des enfants au bas-âge, l'abandon, qui les soustrait définitivement à la tutelle, à la protection et à l'influence de leurs parents, pour y substituer celles de l'Administration de l'Assistance publique.

Ce mode d'assistance est organisé par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 27 juin 1904 et consiste dans une admission à bureau ouvert, avec secret assuré, des enfants à abandonner.

On ne peut mieux pénétrer l'esprit de cette institution qu'en lisant cet avis affiché dans la salle d'attente du bureau d'admission à l'hospice de la rue Denfert-Rochereau à Paris : « Toute personne qui présentera

un enfant en vue de l'abandon est avertie que des questions vont lui être posées dans l'intérêt de l'enfant, mais qu'il lui est loisible de ne pas répondre ou de ne fournir qu'une partie des renseignements demandés. La production du bulletin de naissance ne sera pas non plus obligatoire. »

L'article 8 de la loi du 27 juin 1904, qui est le premier de ceux qui règlent l'abandon, est ainsi conçu :

« Dans chaque département le préfet désigne, après avis conforme du conseil général, l'établissement ou les établissements où peuvent être présentés les enfants dont l'admission en qualité de pupilles de l'Assistance est demandée.

« La présentation a lieu dans un local ouvert le jour et la nuit et sans autre témoin que la personne préposée au service d'admission.

« L'admission peut avoir lieu sur demande écrite adressée au préfet ».

« Article 9. La personne qui est de service déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'article 7 et, notamment, un secours de premier besoin qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon, telles qu'elles résultent de l'article 22 ». (Le secret du placement et la rareté des nouvelles.)

« Si l'enfant paraît âgé de moins de 7 mois, et si

la personne qui le présente refuse de faire connaître le nom, le lieu de la naissance, la date de la naissance de l'enfant, ou de fournir l'une de ces trois indications, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas aucune enquête administrative ne sera faite. »

Le paragraphe suivant du même article mentionne que si des renseignements sont fournis, ils sont consignés par écrit à l'appui de la demande et transmis au préfet avec possibilité d'admission immédiate de l'enfant en attendant la réponse préfectorale.

Il faut compléter cette citation par celle des paragraphes 1 et 2 de l'article 36 ainsi conçu : « L'article 378 du Code pénal, relatif au secret professionnel, est applicable à toute personne engagée dans le service des enfants assistés.

« En aucun cas les dossiers concernant les enfants assistés ne sont distraits du bureau de l'inspecteur si ce n'est pour être remis au préfet. »

L'ensemble de ces textes permet de comprendre l'organisation actuelle de l'abandon et de voir que tout est prévu pour garantir le secret en même temps que tout est tenté pour remplacer l'abandon par la remise d'un secours temporaire.

La loi ordonne toutefois une enquête pour admettre un enfant paraissant âgé de plus de sept mois, au cours de laquelle « le service aura beaucoup plus de

force pour obtenir que l'acceptation de ces secours soit substituée à l'abandon ».

L'enquête est acceptable dans ce cas, car un enfant de cet âge ne peut être ignoré ; il est, du moins, assez fort pour être mis en nourrice.

Il est vrai de dire que, à Paris, par exemple, la loi n'est pas observée strictement sur ce point et qu'on admet souvent à bureau ouvert et sans enquête des enfants de plus de sept mois.

L'exposé des motifs du Projet de Loi exprimait donc bien exactement et la théorie de la loi de 1904 et ce qu'en est devenue la pratique quand il s'exprimait ainsi : « L'offre du secours est le correctif de l'admission à bureau ouvert. Il est bon que la mère soit avertie par une personne autorisée des conséquences de l'abandon, qu'elle connaisse le montant et la durée des secours qu'elle obtiendra si elle remplit son devoir. Cette intervention intelligente, souple, bienveillante, l'emporte de bien loin sur l'automatisme d'un appareil. »

«... C'est principalement afin de permettre l'offre de secours que nous préférons la création du bureau ouvert au rétablissement du tour. Sans doute, lorsque les circonstances rendront l'abandon nécessaire, ou lorsque, par égoïsme, la mère y sera fermement résolue, l'offre sera inutile ; mais ces partis pris ne sont pas le fait habituel ; ils répugnent trop à la nature. Souvent la mère sera ou se croira décidée en arrivant

à la maison dépositaire, et ne le sera plus quand elle aura franchi le seuil ; souvent elle hésitera, au moment de se séparer de son enfant, de le livrer pour toujours à des mains inconnues. Si, dans un tel instant, des paroles affectueuses sont adressées à la mère, si des secours lui sont promis, et si, en même temps, on lui signale les conséquences de l'abandon, si on lui apprend que le lieu de placement des pupilles reste secret, qu'elle pourra seulement, et encore à des intervalles éloignés, être renseignée sur l'existence ou la mort du petit abandonné, ne provoquera-t-on pas maintes fois un élan plus fort que les suggestions de l'intérêt matériel ? Pour s'acquitter avec succès d'une telle mission, il faut principalement une bonté communicative qui inspire la confiance ; ce sont les femmes, surtout des femmes d'humble condition, comme le seront presque toujours aussi les comparantes, qui obtiendront le plus souvent ces revanches de l'amour maternel ». (*Exposé des motifs*, p. 35.)

Quant aux pupilles de l'Assistance publique, ils se recrutent, d'après l'article 6, parmi cinq catégories différentes d'enfants, en voici d'ailleurs le texte :

« Est dit pupille de l'Assistance :

1° L'enfant qui, né de père et de mère inconnus, a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire (enfant trouvé) ;

2° L'enfant qui, né de père et mère connus, en est

délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants (enfant abandonné);

3° L'enfant qui, n'ayant ni père, ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir, n'a aucun moyen d'existence (orphelin pauvre);

4° L'enfant dont les parents ont été déchus de la puissance paternelle, en vertu du titre I de la loi du 24 juillet 1889 (enfant maltraité, enfant délaissé ou moralement abandonné);

5° L'enfant admis dans le service des enfants assistés en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889. »

Nous avons dit que la tutelle de ces pupilles de l'Assistance appartient au préfet (art. II) et qu'en fait il la délègue à l'inspecteur départemental.

Quant au conseil de famille qui l'assiste, il est formé suivant l'art. 12 « par une Commission de 7 membres élus par le Conseil général et renouvelé tous les quatre ans. Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil; il est entendu quand il le demande ».

Cette disposition de la loi est destinée à assurer aux pupilles tous les bienfaits de l'assistance qu'on leur accorde; et pour les protéger plus efficacement, la loi a réglé des remises d'essai à des personnes qui le réclament; prescrivant qu'en cette matière l'intérêt seul de l'enfant est à envisager, aussi bien pour le présent que pour l'avenir au point de vue matériel ou moral.

C'est dans cet esprit que sont rédigés les articles 17 et 18 de la loi du 27 juin 1904.

« L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra, en outre, autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins ; à l'expiration de ce délai la remise deviendra définitive.

« Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, elle ne pourra être faite, aux parents déchus de la puissance paternelle, qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889.

« Les parents devront rembourser en une seule fois ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que la Commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du Conseil général ne les exonère en tout ou partie. »

« Art. 18. Toute remise de l'enfant à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle.

« Toutefois, lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de 50 ans et l'enfant de

moins de 15 ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant.

« Le juge de paix du domicile de l'enfant dresse procès-verbal de la demande et du consentement ; ces pièces et le procès-verbal sont visés pour timbre et enregistrés gratis. »

En dehors de ces prescriptions générales, on trouve encore dans la loi de 1904 des dispositions spéciales en vue de protéger la santé des nourrissons abandonnés, qui les mettent peut-être dans une situation meilleure que celle des autres enfants, grâce à l'exactitude avec laquelle la loi est appliquée.

C'est ainsi que l'article 23 décide que « la rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle, dite prime de survie.

« Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus ; elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant. »

D'autre part, l'article 8 de la loi du 24 décembre 1874 est ainsi repris, pour en souligner l'importance, dans l'article 24 de la loi du 27 juin 1904.

« Un pupille, âgé de moins de 7 mois, ne peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus ».

C'est à cet âge que « l'enfant de la nourrice et le pu-

pille, qu'on a qualifiés d'un mot cruellement juste, celui de frères ennemis, peuvent, sans trop d'inconvénients, être soumis à l'allaitement mixte ». (Bienvenu Martin, rapport.)

Sur la mise en pratique de la loi, voici comment s'exprime M. Strauss : « Une fois déposés à l'hospice dépositaire, immédiatement après leur abandon, qui a lieu habituellement dans les premières semaines de la naissance, les enfants assistés sont confiés à une nourrice de campagne, choisie avec des précautions minutieuses en vue de l'allaitement au sein. Il ne s'agit plus, comme pour les enfants en nourrice, d'un placement à court terme ; la famille nourricière conserve en pension le petit nourrisson jusqu'à treize ans. Dès lors, intervient un autre élément que l'intérêt : les liens d'affection se nouent, une nouvelle famille se forme, et cette adoption éventuelle est le fruit du système traditionnel du placement familial, qui est la règle du service des enfants assistés en France. »

Les nourrices viennent chercher l'enfant à l'hospice, y séjournent de 24 à 48 heures et, après un nouvel examen médical, « elles emportent le petit être qui sera désormais, et sauf retrait pour motifs graves, leur nourrisson et leur enfant adoptif ».

On prend des précautions extrêmes pour retarder les déplacements des nourrissons jusqu'au moment où ceux-ci peuvent voyager sans danger, et on s'at-

tache toujours à augmenter la sécurité de ces voyages. L'inspection médicale est fréquente et toujours attentive.

« Une administration d'Etat ou de département, dit, en effet fort justement M. Strauss, qui se substitue à la famille pour l'élevage des nouveau-nés, est tenue d'être animée de l'esprit le plus vigilant ; elle n'est pas seulement comptable envers les parents défaillants, mais envers la patrie, de ces dépôts vivants dont elle a reçu la garde. Un service public a plus d'un défaut, si on le compare à la famille ; il échouerait lamentablement s'il s'abstenait de faire appel à une famille adoptive, si l'organisation du service ne reposait pas sur le placement individuel à la campagne. Mais une fois le recrutement de la nourrice opéré, le service public départemental ou national des Enfants Assistés n'est pas affranchi de sa responsabilité : il conserve la tutelle et, par conséquent, des obligations de surveillance et de contrôle dont il ne doit en aucun cas se départir, sauf retrait des enfants par les parents eux-mêmes. »

Précédents. — Quelle législation précéda la loi actuelle et quels enfants en bénéficiaient ?

Sur ce dernier point, il faut dire simplement que les trois premières catégories de pupilles citées par nous sont les mêmes que celles du décret du 19 janvier 1844.

Cependant, pour la première fois on décide en 1904 que si les orphelins pauvres ont des ascendants, on doit d'abord réclamer à ceux-ci la dette alimentaire.

Enfin, c'est dans notre loi actuelle que figurent pour la première fois les enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle par la justice ou ceux qui sont recueillis par l'Assistance publique avec ou sans l'intervention de leurs parents. Ces deux catégories d'enfants remontent en effet à la loi du 24 juillet 1889.

Examinons à présent quelles sont les lois qui précèdent la loi actuelle sur notre sujet.

La première date du *27 frimaire an V*, qui mettait à la charge de l'Etat, à défaut des ressources des hospices, les dépenses des enfants trouvés, et décidait que « les enfants abandonnés nouvellement nés seront reçus gratuitement dans tous les hospices civils de la République, et devront être portés, sous peine d'une détention de trois décades, à l'hospice le plus voisin ».

C'était l'établissement, en réalité, de l'admission à bureau ouvert. Cependant la loi préféra, à ce système d'abandon qu'on devait reprendre plus tard par l'admission réglementée, l'abandon par les tours, qui existaient déjà depuis plusieurs siècles.

L'article 3 du décret du *19 janvier 1811* est, en effet, ainsi conçu :

« Dans chaque hospice destiné à recevoir les en-

fants trouvés, il y aura un tour où ils devront être déposés. »

Ces tours consistaient en un appareil tournant sur lui-même et destiné à recevoir et faire passer dans l'hospice l'enfant abandonné sans qu'on pût voir la personne qui l'apporte.

Selon le désir du législateur d'alors, il y eut de nombreux abandons, ce qui permit de préparer l'application de l'article 16 du décret de 1811 qui met à la disposition des ministres de la guerre et de la marine tous les pupilles mâles des hospices à partir de douze ans.

Il y eut aussi de nombreux enfants morts qu'on déposa dans le tour, soit qu'ils aient été tués, soit qu'ils n'aient jamais vécu.

Aussi commença-t-on à surveiller les tours, c'était les supprimer que de leur ôter le secret.

En effet, les tours se fermèrent peu à peu, rendant caduque, par la coutume, l'une des principales dispositions du décret de 1811.

On revient dès lors aux bureaux d'admission, qui n'avaient jamais été supprimés où ils existaient. On s'y attacha d'autant plus, qu'à ce moment M. de Gasparin préconisait le secours temporaire aux filles-mères pour prévenir l'abandon. Il était par cela même hostile au tour qui, lui, est « préventif du secours temporaire ».

Mais, ces bureaux d'admission ayant été créés par

la coutume, différaient sensiblement entre eux. Ils avaient cependant presque tous un caractère commun : leur admission était réglementée.

On conçoit le progrès de la loi de 1904 qui, consacrant une coutume de Paris, institua légalement l'admission à bureau ouvert.

Quant à l'admission réglementée, « elle a paru, dit M. Bérenger, s'inspirer de la pensée que le secret pratiqué jusque-là (par les tours) a causé les plus graves abus, particulièrement des abandons d'enfants légitimes par des parents dénaturés, qu'il a été souvent fatal à l'avenir des enfants, à la constatation de leur état-civil, à toute chance de réintégration dans la famille ; que, d'ailleurs, c'est un devoir pour l'Administration de s'éclairer avant d'imposer à la fortune hospitalière et départementale des sacrifices réclamés par d'autres besoins ; qu'elle a le droit de représentation et de conseil, et qu'elle doit laisser le temps de la réflexion et place au repentir ».

« Tel est, fidèlement reproduit d'après les documents officiels, écrit M. Roussel dans son rapport, l'état d'esprit qui présida à la création des secours temporaires, qui sont la négation formelle du secret, ainsi qu'à l'organisation du régime de l'investigation administrative dans les bureaux d'admission des hospices dépositaires. » On voit donc bien que la loi de 1904 a réalisé de grands progrès, puisqu'elle n'exige même pas la production du bulletin de nais-

sance avant l'admission de l'enfant. « Si on demande à la mère une pièce qui constate officiellement la naissance de l'enfant, encore bien que son nom n'y figure pas, elle n'aura plus la certitude du secret, elle craindra de voir son identité reconnue, son accouchement découvert, et cette appréhension sera un motif pour elle de fuir le bureau d'admission. On retombera ainsi dans les dangers qu'on veut éviter » (*id.*).

La loi de 1904 qui a su y parvenir est donc un grand progrès sur toute la législation antérieure.

Décret du 2 mai 1897. — Après les lois d'assistance générale ou spéciale dont peuvent bénéficier les enfants illégitimes du premier âge, il nous reste à signaler le décret du 2 mai 1897 sur les crèches. Une crèche, dit l'art. 1, est une institution qui « a pour objet de garder et de soigner les enfants en bas-âge pendant les heures de travail de leur mère ; ils y reçoivent, jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à l'école maternelle, ou jusqu'à leur 3^e année, les soins hygiéniques et moraux qu'exige leur âge ».

Ces établissements sont ouverts sur autorisation préfectorale, qui ne peut être refusée que si les locaux ne sont pas conformes aux règles d'hygiène ou si les personnes préposées à l'établissement ne présentent pas les garanties désirables. L'article 3 ajoute à ces prescriptions générales le nombre des enfants que

la crèche peut admettre pour éviter les groupements trop importants.

En cas d'épidémie, toute crèche doit être fermée immédiatement.

Il est enfin institué une surveillance très étroite des crèches et des garanties précisées par les circulaires ministérielles des 20 décembre 1897 et 6 novembre 1898.

Cette réglementation, qui avait été précédée d'une discussion approfondie au conseil supérieur de l'Assistance, les 10 et 11 mars 1897, est donc très utile pour les nouveau-nés auxquels on assure ainsi une assistance véritable par les crèches.

CHAPITRE II

Les propositions de lois.

Parmi les propositions de lois qui ont été déposées au Parlement pour compléter ou modifier la législation que nous venons d'examiner, on peut distinguer deux classes. La première ayant pour but de régler plus étroitement l'allaitement des enfants, et en particulier de leur assurer l'allaitement maternel autant que possible.

La seconde, par la recherche de la paternité ou la légitimation, de faciliter le rapprochement de l'enfant et de ses parents et en particulier de son père.

M. Dulau avait préconisé dans son projet les principales mesures d'assistance qui ont été consacrées par la loi de 1904.

Proposition de loi de M. Strauss. — M. Strauss, dans la proposition que nous avons déjà citée, exa-

mine les moyens propres à garantir l'allaitement maternel d'abord en quantité suffisante, par la présence continue de la mère près de son enfant, et, en qualité, par des secours et des consultations de nourrissons, qui sont des écoles d'hygiène maternelle et des moyens de surveiller la santé de l'enfant grâce aux pesées régulières.

M. Strauss approuve les crèches, dans le cas où la mère ne peut allaiter son enfant complètement, à condition que ces crèches ne servent pas d'école de sevrage. Aussi exige-t-il que les mères y viennent le plus possible allaiter leur enfant, de façon à ce que celui-ci ait au moins une nourriture mixte.

Pour les enfants qui ne peuvent recevoir que du lait animal, l'auteur du projet organise une série de mesures de surveillance pour garantir la bonne qualité du produit vendu. Il charge en principe le service des épizooties de cette surveillance qui devra s'exercer sur le lait et sur les animaux, périodiquement. Enfin M. Strauss accorde aux mairies le droit, qui leur est aujourd'hui contesté, de surveiller la vente du lait et de la réglementer.

Puis, se basant sur l'expérience des savants Budin, Pinard, etc., et sur les chiffres des statistiques de Giletta de Saint-Joseph et Budin, M. Strauss invite le ministre de l'Intérieur à recommander aux Préfets une propagande en faveur des consultations de nourris-

sons, gouttes de lait et toutes œuvres analogues (art. 10, § 2).

Il émet en outre le vœu qu'on demande à l'Académie de médecine « une instruction très courte, revisable tous les cinq ans sur l'hygiène de l'alimentation des enfants du premier âge », § 4.

Enfin le § 3 de ce même article est ainsi conçu : « Les enfants nés avant terme dont les mères auront accouché à l'hôpital ou auront été secourues à domicile seront assimilés à des malades. Ils recevront l'assistance médicale à domicile ou dans un établissement hospitalier, et, notamment, en cas de besoin, au moyen d'une couveuse. »

Proposition de loi de M. Labbé (1). — On relève d'ailleurs une disposition analogue dans la proposition de M. Labbé au Sénat de reviser la loi Rousset : l'article 1, § 2, fait profiter directement l'enfant de moins de deux ans de l'assistance dont a pu profiter la mère elle-même quand celle-ci a bénéficié de l'assistance médicale gratuite ou de l'assistance maternelle.

Proposition de loi de M. Durand (2). — M. Durand a déposé sur le bureau de la Chambre des députés

(1) Sénat, 25 octobre 1901, I, n° 394.

(2) Chambre des députés, 12 décembre 1906, I, n° 557.

une proposition tendant à faciliter l'allaitement aux femmes qui, obligées de travailler, ne peuvent rester près de leur enfant pour l'allaiter.

L'article unique est ainsi conçu : « Pendant la période d'allaitement, les femmes admises au travail pourront allaiter leur nourrisson soit dans une pièce spéciale annexée à l'établissement, soit au dehors. Les femmes disposeront à cet effet de deux repos d'au moins une demi-heure chacun, qui couperont le travail de la matinée et de l'après-midi.

« L'heure de l'allaitement ne pourra en aucune façon être décomptée du montant des salaires. »

Rappelons que M. Sirot a proposé de faciliter l'allaitement maternel aux femmes condamnées.

Examinons les propositions du second groupe dont nous avons énoncé plus haut la nature.

Proposition de loi de MM. Rivet et Bérenger (1).
— MM. Rivet et Bérenger ont, en 1905, proposé au Sénat une loi sur la recherche de la paternité, en demandant la modification de l'article 340 du Code civil.

Ils posent en principe que cette recherche est la propriété exclusive de l'enfant, et que, si la fille-mère l'entreprend, elle ne peut le faire qu'au nom de l'enfant, n'ayant pour elle-même qu'une action en dommages et intérêts basée sur l'article 1382 du Code civil (art. 4).

(1) Sénat, I, n° 16 et 39, année 1905.

Un tuteur *ad hoc* peut d'ailleurs entreprendre cette action.

Pour baser une telle instance avec le moins d'incertitude possible, les auteurs de la proposition divisent les différentes présomptions en plusieurs catégories suivant leur recevabilité.

Propositions de loi de M. Rivet (1). — M. Rivet avait d'ailleurs déposé plusieurs fois à la Chambre des députés un projet analogue, voulant non modifier mais abroger ce même article 340, et formulant quelques prescriptions de détail qui ne figurent plus dans la proposition précédente. Il accepte les mêmes règles de présomptions, mais précise davantage les espèces qu'on peut avoir à envisager.

Après les propositions faites sur la recherche de la paternité, examinons celles qui concernent la légitimation des enfants. C'est une mesure d'assistance puisque le père légitime doit assistance à son enfant,

Proposition de loi de M. Groussier (2). — La première proposition sur ce sujet est celle de M. Groussier à la Chambre, reprise par lui en 1898. Il voudrait la légitimation par mariage subséquent accordée à tous les enfants naturels, adultérius ou incestueux ;

(1) Chambre des députés, 7 décembre 1900, I, n° 2011. Rapport, n° 2078.

(2) Chambre des députés, 28 juin 1898, I, n°s 128 et 419.

par exemple, quand le père ou la mère, étant marié au moment de la conception, se trouve libre, par suite d'un jugement de divorce, d'épouser soit le père, soit la mère de l'enfant naturel, suivant les cas.

Ou encore s'il s'agit d'un enfant désavoué par le prétendu père légitime, après le divorce obtenu par celui-ci.

Une telle proposition tend à accorder ainsi la légitimation chaque fois que les parents ont pu se marier.

Proposition de loi de M. Viviani (1). — M. Viviani a voulu venir en aide, dans une proposition plus spéciale encore, aux enfants adultérins nés pendant une séparation de corps avant la loi du 1^{er} janvier 1887 qui a rétabli le divorce.

(1) Chambre des députés, 24 décembre 1900, I, n° 2071.

DEUXIÈME PARTIE

Les pratiques de l'Assistance.

TITRE I

ASSISTANCE MATERNELLE ET INFANTILE

CHAPITRE PREMIER

La Jurisprudence.

Après l'effort des législateurs eux-mêmes pour adoucir pour les filles-mères et leurs petits enfants le mauvais destin qui leur est imposé, nous voyons les tribunaux aux prises avec les espèces particulières, en-serrés dans les lois, mais soumis aux mêmes tendances. La difficulté est grande, car le Code civil n'admet la maternité que dans le mariage : toute autre n'étant qu'une cause immorale de procès et, par surcroît, il prohibe la recherche de la paternité qui pourrait être faite dans l'intérêt de l'enfant ou de la mère, même contre un homme non marié. C'est ainsi que les jugements s'efforcent de concilier les principes et l'équité, car les tribunaux veulent arriver à faciliter à

la femme la preuve du dommage subi par elle, ce qui est nécessaire pour établir son droit à l'assistance qu'ils ont le grand désir de lui accorder sous forme de dommages-intérêts ou de rente, parfois reversible sur la tête de son enfant.

Mais la preuve est souvent difficile, et rares sont ceux qui tiennent pour un dommage le simple fait pour une fille-mère d'avoir à supporter seule les charges d'une maternité.

« Ce qui est défendu, dit la Cour d'appel de Rouen dans son arrêt du 6 mai 1905, par l'article 340 du Code civil, qui prohibe d'une manière générale la recherche de la paternité, c'est d'imposer à un homme, malgré lui, la qualité de père d'un enfant et d'établir entre le prétendu père et cet enfant un lien d'état-civil les rattachant l'un à l'autre et duquel résulteraient les droits et les devoirs prévus par la loi.

« Mais les dispositions de cet article ne s'opposent pas à ce qu'une fille se disant victime de la séduction, ou préjudiciée par la rupture intempestive et injustifiée d'un projet de mariage, fasse entrer comme élément du dommage et de la faute dont elle demande la réparation le fait qu'elle a eu avec son séducteur ou son fiancé des relations intimes suivies d'une grossesse et de la naissance d'un enfant.

« Par suite, est recevable l'articulation émise par la fille séduite, demanderesse en dommages-intérêts, tendant à prouver que son séducteur a reconnu, devant

témoins, être le père de l'enfant auquel elle a donné le jour. »

Les tribunaux les plus soucieux de la lettre de la loi vont jusqu'à forcer le sens des mots : appelant l'amant séducteur ou auteur de la grossesse, cherchant dans la correspondance des promesses non tenues à l'égard de la femme, des manœuvres dolosives ou trompeuses. Cependant le 15 mars 1905, le tribunal de Quimper dit que « l'article 1382 du Code civil punit les fautes mêmes de jeunesse et qu'il est équitable qu'une faute commune engendre une responsabilité commune et une charge partagée ».

Il considère comme charge aggravante pour l'amant de rompre sans « articuler d'ailleurs un argument quelconque pour expliquer sa conduite ».

Mais on spécifie toujours que « la grossesse n'est présentée que comme élément du dommage et ne préjuge en rien la question de paternité ou de filiation, qui demeure en dehors du débat ».

Certains tribunaux s'efforcent de démontrer que l'amant contracte une « obligation naturelle » tandis que la Cour suprême reconnaît licite et obligatoire sans « voir un obstacle dans l'article 340 du Code civil, l'engagement pris par celui qui s'en croit père de subvenir aux besoins d'un ou plusieurs enfants naturels ».

Le tribunal de Nice répète « que si deux enfantements ont été le résultat d'une faute, il n'est pas ad-

missible qu'un seul de ses auteurs en subisse toutes les conséquences.

« Que l'article 1382 doit donc recevoir son application dans l'espèce ».

Le tribunal de la Seine ne va-t-il pas plus loin encore, le 27 décembre 1904, quand il proclame que « la fille rendue mère a le droit de réclamer des aliments au père de son enfant, quand elle n'a obéi qu'aux entraînements du cœur et non à un mobile intéressé » ?

Il ajoute d'ailleurs prudemment une cause de dommage en disant « qu'il en est ainsi surtout quand c'est la faute de son amant, si elle a été obligée de quitter sa ville natale pour faire ses couches à Paris où elle vit misérablement ».

Le tribunal de Château-Thierry, dans un jugement du 28 novembre 1898, s'expliqua plus largement encore : « L'homme, dit-il, qui noue des relations suivies avec une femme est en faute aussi bien et même plus que celle-ci, en raison de son ascendant moral, et de n'en avoir pas prévu les conséquences possibles.

« Dès lors qu'un enfant naît de ces relations et que l'homme s'en est reconnu le père, il serait souverainement injuste de laisser supporter la charge entière à la femme seule qui a eu déjà toutes les douleurs et les risques de la maternité.

« Que ce n'est pas seulement un enfant qui est né de leurs relations, mais une obligation naturelle de

l'élever et de pourvoir à ses besoins et à son éducation, obligation qui doit trouver sa sanction dans la loi. En pareil cas, il y a lieu d'appliquer le principe de l'article 1382 du Code civil d'après lequel l'homme qui cause par sa faute à autrui un préjudice en doit la réparation dans la proportion de la part pour laquelle il y a contribué et de condamner le père de l'enfant à des dommages-intérêts. »

C'est cette même décision qui, à cette indemnité, ajoutait une rente annuelle et viagère au profit de la fille-mère, « reversible en cas de décès de la demanderesse sur la tête de l'enfant » et devant être payée dans ce cas jusqu'à la majorité de celui-ci.

Les jugements que nous venons d'analyser reflètent donc bien la tendance actuelle des législateurs à augmenter l'assistance aux mères isolées dont doivent bénéficier les filles-mères et leurs nourrissons.

TITRE II

ASSISTANCE MATERNELLE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ACCESSIBLE AUX FILLES-MÈRES

CHAPITRE PREMIER

Les Institutions publiques.

Certaines améliorations au sort des mères indigentes, quelles qu'elles soient, ont été réalisées par des œuvres particulières d'assistance qui ont souvent devancé ou perfectionné les lois dans la pratique. On va voir, par cette étude, que les œuvres d'initiative particulière s'adaptent admirablement et sous les formes les plus ingénieuses à la misère qu'elles approchent et qu'elles suivent intimement.

Pour se former une idée claire du rôle de l'assistance, il est indispensable de faire une première distinction entre celle qui est accordée à Paris et celle qu'on trouve dans le reste de la France.

A Paris, grâce aux admirables efforts de

M. Strauss, il est difficile de rien désirer encore, en ce qui concerne l'initiative officielle du Conseil municipal et le secours de l'Assistance publique pour les mères et les enfants. Et même, grâce à la publicité faite autour des œuvres d'initiative privées ou officielles, il est permis d'en faire l'étude avec quelque précision, ce qui n'est guère possible pour le reste de la France, exception faite pour quelques grandes villes.

Si nous examinons à Paris, où se trouve le modèle de toutes les autres assistances et même la source de nombreuses propositions de lois, l'initiative officielle et municipale, nous devons noter qu'aucune distinction n'est admise entre les femmes légitimes et les filles-mères, celles-ci peuvent dès lors accéder à l'assistance maternelle.

Les hôpitaux généraux. — Les hôpitaux généraux ont 434 lits réservés pour les femmes en couches. Mais ce sont surtout les hôpitaux spéciaux d'accouchement, la *Maternité* avec les cliniques *Baudelocque* et *Tarnier*, qui reçoivent les femmes, domiciliées à Paris depuis un an, pendant le neuvième mois de la grossesse.

Il faut ajouter aussitôt, qu'on y reçoit immédiatement sans enquête, ni de domicile, ni d'indigence, les femmes qui sont en travail ou sur le point d'accoucher.

En 1901, ces trois établissements avaient à eux seuls traité 15.953 femmes.

A défaut de ce régime purement hospitalier qui est, généralement, insuffisant, faute de place, les femmes dont l'admission y est décidée sont dirigées chez une des 95 sages-femmes agréées auprès des hôpitaux et soignées gratuitement par elles pendant 10 jours.

Ces sages-femmes reçoivent, en effet, une allocation de 6 francs par journée de traitement et une indemnité de 10 francs pour l'accouchement. La moyenne des femmes ainsi soignées est de 12.000 par an.

Il est permis de dire que ce mode de placement est en pratique bien inférieur à ce qu'*a priori*, il semble devoir être, par suite de l'installation parfois peu hygiénique des sages-femmes et de leur désir de réaliser des économies.

Il est vrai que ce mode d'assistance est excellent chaque fois que la sage-femme tient à honneur de soigner assidûment ses malades.

Les refuges. — Cependant, comme l'a dit M. Budin dans un discours prononcé à la distribution des prix de la Maternité de Paris, le 27 juin 1895, « l'Assistance publique et le Conseil municipal de Paris ne s'occupent pas seulement des femmes qui accouchent, leur sollicitude s'étend encore sur celles qui sortent des Maternités, sur les femmes enceintes et leurs nourrissons.

- « Le 10 juillet 1889, sur la proposition et le rapport de M. P. Strauss, ont été votées des études relatives à l'établissement à *Fontenay-aux-Roses* d'un asile pour les femmes récemment accouchées : il a été construit et il fonctionne depuis le 4 août 1892.

« Le 7 mars 1890, sur une nouvelle proposition de M. Strauss, on a décidé la création d'un asile dortoir pour les femmes enceintes, sous le nom *d'asile Michelet*, il a été inauguré le 21 décembre 1893.

« Déjà un autre asile, celui de la rue *Fessart*, avait été, le 1^{er} juillet 1889, largement ouvert aux femmes grosses.

« Le Conseil municipal, sur la proposition de M. P. Strauss, a même institué des *secours de grossesse*. Depuis le mois de janvier 1894, une somme de 100.000 francs est consacrée tous les ans à l'assistance à domicile des femmes enceintes hors d'état de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. »

Examinons de plus près ces établissements et ces secours qui, comme on le voit dès maintenant, constituent une vaste assistance municipale à la fois en nature et en argent.

Ces deux modes d'assistance sont d'une importance très grande pour les filles-mères : il faut noter cependant que, par leur pauvreté ordinaire et leur isolement supposé ou désiré, elles préféreront le plus souvent recourir à l'hospitalisation dans un asile, ce

qui est la forme la plus complète d'assistance en nature.

Dans *l'asile Michelet*, qui est destiné à recevoir les femmes et particulièrement les filles-mères, avant leurs couches, elles sont reçues gratuitement et sur seule constatation de leur état de grossesse, six semaines avant leur accouchement, alors qu'elles ne peuvent encore être admises dans les services de maternité de l'Assistance publique.

On ne fait aucune enquête et on ne demande aucun renseignement.

Aux termes de l'article 3 des statuts de l'Asile Michelet, les femmes admises sont prévenues qu'elles ne sont pas obligées de fournir des renseignements, et que toutefois l'administration prend note de ceux qu'elles consentent à donner. Les pensionnaires mystérieuses sont inscrites sous un nom d'emprunt, celui de Marie Lambert ; elles sont d'ailleurs en minorité. Il est vrai que la majeure partie de ces réfugiées est d'origine provinciale ou étrangère (Strauss, *Dépopulation et puériculture*, page 40).

En 1904, 1.781 femmes y furent hospitalisées, et le nombre des journées fut de 40.453, ce qui fait une moyenne de 22 jours par hospitalisée.

Les pensionnaires n'ont à s'occuper que des soins du ménage et de l'entretien matériel de l'établissement. Elles ont, en dehors de ces courtes occupations, toute liberté de travailler pour elles-mêmes ou

de préparer la layette de leur enfant. On les autorise même à travailler pour leur compte, dans la mesure de leurs forces, pour s'amasser un petit pécule qu'elles emportent à leur sortie. Dès les premiers indices de leur délivrance, elles sont dirigées sur l'hôpital où elles doivent être reçues.

« Un patronage moral, dit M. Engerand, est encore exercé sur les hospitalisées. On leur indique et on leur donne les moyens de ne pas abandonner leur enfant. » Ce n'est pas tout : on les aide à se constituer une layette, on leur procure même des secours d'argent ; bien plus, la direction de l'Asile leur ménage un placement et les seconde pour la mise en nourrice de leur enfant, exceptionnellement — car on y préconise l'allaitement maternel.

« Les résultats obtenus sont remarquables ; toutes les femmes sorties de l'Asile pour aller accoucher dans les maternités y arrivent dans des conditions particulières de propreté et d'hygiène. Le repos dont elles ont joui leur permettant d'attendre le terme de leur grossesse, leurs enfants se trouvent, dès leur naissance, plus robustes et plus aptes à résister à la mise en nourrice, si les mères ne peuvent les conserver auprès d'elles. »

(Exposition Universelle de 1900 Ville de Paris. Direction des affaires Municipales, p. 10).

Quant au *Refuge ouvroir municipal de la rue Fessart*, qui donne asile aux femmes délaissées pendant les

derniers mois de leur grossesse, on peut dire qu'il n'est pas complètement satisfaisant pour hospitaliser spécialement des filles-mères enceintes : il renferme des catégories trop diverses de réfugiées, ce qui peut leur causer des torts graves au point de vue moral, et n'est d'ailleurs pas aménagé pour préparer les femmes à leur séjour d'accouchement dans un hôpital.

Les asiles de convalescence. — L'assistance maternelle « est un ouvrage d'humanité qu'il ne faut pas commencer sans le finir » ; aussi la Ville de Paris a-t-elle créé des asiles de convalescence comme elle en avait établi de repos avant les couches.

A Fontenay-aux-Roses, le Conseil municipal de Paris a fondé l'*Asile de convalescence Ledru-Rollin*, qui reçoit les nouvelles accouchées avec leurs enfants nouveau-nés.

Pendant les quinze jours qu'ils passent ensemble, la fille-mère reprend courage, en retrouvant ses forces, et s'attache à l'enfant qu'elle nourrit — double profit pour l'un et l'autre ; les mères sont ainsi réconfortées et les nourrissons sauvés de l'abandon et de la mort.

Comme prolongement naturel à cette assistance hospitalière, la directrice s'occupe du placement des hospitalisées, particulièrement de celles qui, par suite de leur accouchement ou de leur grossesse, ont perdu leur emploi.

Les femmes sont ainsi mises en mesure de reprendre le courant de la vie : on les aide, on les encourage en leur payant, par exemple, leur loyer ou le premier mois de nourrice de leur enfant. On voit combien est précieuse cette dernière assistance pour les filles-mères qui ont besoin de travailler.

Il faudrait encore citer pour mémoire, ainsi que nous l'avons fait pour l'asile de la rue Fessart, l'*asile national du Vésinet*. Ce dernier n'est pas exclusivement destiné aux nouvelles accouchées : on y reçoit indistinctement toutes les convalescentes. En outre il est à 4 heures de voiture de Paris, l'installation n'est pas faite pour les soins particuliers exclusifs à l'accouchement, et les lits en sont trop peu nombreux pour y recevoir régulièrement les convalescents de la Maternité. Toutes ces raisons ont provoqué la fondation de l'asile Ledru-Rollin.

Secours en argent avant l'accouchement. — Il faut, après les secours d'hospitalisation, parler des secours en argent ; ils correspondent également aux diverses périodes de la maternité.

Comme nous l'avons vu, la Ville de Paris donne 100.000 francs pour les *secours de grossesse* qui sont distribués à domicile par les soins du bureau de bienfaisance ; ils sont très utiles à la mère, qu'ils assistent dans la fin de sa grossesse en lui permettant de se reposer dans cette période difficile.

Il faut ajouter que, dans la pratique, ces secours profitent plutôt aux mères légitimes qu'aux filles-mères qui sont généralement hospitalisées. Cependant la règle, même supérieure à l'hospitalisation, c'est ce mode d'assistance qui est encore peu développé. On doit noter que le taux de ces secours est trop faible, ce qui les rend à peu près inefficaces ; on en jugera en sachant que le VIII^e arrondissement de Paris, dont le bureau de bienfaisance est le plus riche de tous, ne dépasse pas un maximum de 20 francs par mois, et que, dans d'autres arrondissements, on descend jusqu'à 10 francs.

Secours en argent après l'accouchement. — Quant aux secours qui suivent l'accouchement, il faut citer les secours des bureaux de bienfaisance qui sont accordés jusqu'à concurrence de 90.000 francs aux mères soignées par les sages-femmes du traitement à domicile. Ils ont pour but de permettre aux femmes de prendre, après leur accouchement, un repos suffisant. La quotité de ces secours est la même que pour les secours de grossesse.

Le nombre des femmes ainsi secourues en 1905 a été de 5.885.

En outre, les secours préventifs d'abandon ou d'allaitement, qui concordent en partie avec ceux institués par la loi du 27 juin 1904 (art. 7), sont institués par le Conseil municipal.

Ils sont mensuels ou accidentels, ces derniers étant toujours renouvelables. Ils peuvent varier entre 15 et 50 francs, selon les charges, et se donnent, après enquête, aux mères isolées qui conservent leur enfant.

La Ville de Paris accorde encore des secours divers de 10 à 15 francs, chaque fois qu'une telle mesure est nécessaire, suivant les espèces particulières.

On peut citer dans cette catégorie, *les secours dits de nourrice administrative*, accordés quand une famille ne peut placer un enfant en nourrice, même avec l'aide exceptionnelle de l'Administration de l'Assistance.

L'enfant est alors placé en nourrice en province et traité comme un pupille de l'Assistance, avec cette différence que sa mère ou ses parents connaissent sa résidence. Ce fait se produira pour les filles-mères qui ne peuvent garder leur enfant, et, ne trouvant pas à le mettre en nourrice, ne veulent pourtant pas l'abandonner.

Notons que, dans la banlieue de Paris, on accorde depuis longtemps des secours préventifs d'abandon aux ménages même irréguliers qui sont chargés d'enfants.

Quant aux secours mensuels, ils sont de 35 francs pour un enfant, de 60 francs pour deux jumeaux.

Il faut ajouter à cette nomenclature, le crédit de 217.000 francs que le Conseil général affecte, en vertu de la loi du 27 juin 1904, aux secours d'allaitement, qui se superposent à certains des secours précédents, et ceux dits *de mères-nourrices* qui sont distribués par les bureaux de bienfaisance et dont le total s'élève à peu près à la même somme : ces derniers sont mensuels de 10, 15 ou 20 francs ; leur nombre est déterminé et ils ne sont accordés qu'aux mères ayant plusieurs enfants dont le dernier doit avoir plus de douze mois.

La variabilité du taux, suivant les personnes et les circonstances, des secours de l'Assistance publique tendrait à montrer que les filles-mères sont elles-mêmes partiellement assistées par ces secours préventifs d'abandon, tandis qu'il n'en peut être ainsi pour ceux des bureaux de bienfaisance qui ne s'adressent qu'à des personnes particulières et pour un objet bien spécial : le taux de ceux-ci est déterminé d'avance suivant l'espèce prévue ; ils ne sauraient ainsi profiter aux mères indirectement et sont comme des prêts que l'on ne doit jamais rembourser ; les autres sont comme une aide fraternellement donnée suivant les mille nuances des divers besoins.

Il faut donc bien dire que l'Assistance de Paris est très généreuse et devance de beaucoup celle qu'on a adoptée dans les lois ; cela est d'autant plus vrai que

les lois actuelles ont presque toutes consacré simplement les anciennes pratiques de la Ville de Paris, particulièrement celles provenant des initiatives répétées et si intelligemment généreuses de M. Strauss.

CHAPITRE II

Les œuvres privées.

Il nous reste maintenant à examiner ce qu'a fait l'initiative privée à Paris en faveur des filles-mères (1).

Nous devons ici bien spécifier que dans l'étude qui va suivre, nous nous sommes borné à relever les statuts des œuvres, ou leur but avoué : nous n'avons pu, ni voulu, faire aucune enquête sur la valeur d'action des œuvres privées.

Ce que nous avons cherché, c'est la forme d'assistance aux filles-mères, ou à toutes les mères indistinctement, que ces œuvres professent de préconiser, pour essayer de trouver la meilleure.

Nous suivons dans cet exposé le même classement et le même ordre que pour les institutions précé-

(1) Nous avons recouru surtout pour les renseignements qui vont suivre au livre intitulé : *Paris charitable et prévoyant*, publié par l'Office Central des Œuvres de bienfaisance, édit. 1904.

dentes ; nous les distinguerons en outre à deux nouveaux points de vue, l'un suivant qu'elles reçoivent ou non exclusivement les filles-mères, et l'autre suivant qu'elles sont ou non confessionnelles.

Nous signalons ces deux particularités sans y attacher aucune importance, ni de prévention, ni de faveur ; mais pour bien préciser l'état d'esprit qui préside à l'observation des statuts de ces œuvres.

On peut dire que la conséquence principale, que nous signalons dès maintenant, en est que les institutions purement laïques se contentent d'assister la maternité et tous les maux qu'elle engendre en ne s'attachant qu'aux douleurs physiques et apparentes ; tandis que les œuvres confessionnelles ont une certaine tendance à devenir, en outre, ou même exclusivement, des patronages et des œuvres de relèvement. Elles sont alors moins des institutions destinées à réparer un mal physique, qu'à modifier une direction de conscience mauvaise à leurs yeux.

Œuvres d'assistance maternelle spécialisée.— Ceci dit, examinons les principales institutions privées, en commençant par celles dont l'œuvre est fragmentaire, en ce sens qu'on n'y prend soin que d'une des phases de la maternité.

Œuvres d'accouchement. Hôpitaux et asiles. — Parmi les hôpitaux privés, nous n'avons guère à ci-

ter que l'hôpital *Rothschild*, qui reçoit gratuitement et sans justification d'état civil, les femmes en couches israélites, et exceptionnellement celles qui ne le sont pas : il compte 16 lits avec berceaux pour les mères nourrices.

Quelques asiles de nuit, comme l'*Asile George Sand* ou celui de la *Société philanthropique*, qui hospitalisent les filles-mères sont des modes d'assistance temporaires et parent plutôt au manque d'abri qu'à l'état physiologique même, pour les soins duquel d'ailleurs les deux établissements que nous venons de citer ne sont pas aménagés, nous l'avons déjà dit.

Secours divers et consultations médicales. — On peut encore citer l'*Œuvre de N.-D. de l'Assistance* qui se charge de soigner les femmes en couches à leur domicile, dans les V^e, VI^e, XIII^e, XIV^e, XV^e arrondissements, gratuitement ; l'œuvre se charge d'entretenir leur ménage, de surveiller leurs enfants, tout en leur donnant de nombreux secours en nature.

De cette œuvre, nous pouvons rapprocher celle de l'*Assistance Maternelle et infantile gratuite de Plaisance*, qui donne non seulement des consultations gratuites aux femmes et aux nourrissons, mais encore vient en aide aux femmes sur le point d'être mères ; à ces dernières, elles facilitent l'accouchement à domi-

cile en leur assurant des soins gratuits et une garde malade expérimentée.

L'œuvre continue à s'occuper de ses assistées pendant trois ans, et, pour ne pas démoraliser les secours qu'elle accorde, quand cela n'est pas nuisible à la santé des femmes assistées, on leur donne ces secours sous forme de travail à domicile ou en place.

Les filles-mères peuvent donc trouver dans une telle œuvre toute l'assistance qu'elles peuvent rechercher.

Nous retrouverons plus loin cette idée reprise et réalisée, moins complètement peut-être, mais aussi heureusement dans les statuts et l'action si généreuse de la Société d'allaitement maternel que nous rangerons parmi les œuvres d'assistance qui embrassent dans un cycle complet les trois phases normales de la maternité.

Œuvres de convalescence. Hospitalisation. — A côté de celles qui se spécialisent dans l'accouchement même et rarement dans la période qui le précède, il faut placer les œuvres qui ne s'occupent que de la convalescence. Celles-ci sont plus nombreuses, parce que la faiblesse postérieure à l'enfantement est plus accentuée que celle qui le précède, et que la science n'a donné que récemment des renseignements précis sur l'utilité du repos et des soins à donner aux femmes enceintes.

Même aujourd'hui, il en est encore ainsi parce qu'une œuvre d'assistance privée n'est pas toujours fondée en vue de l'assistance même ; ceci soit dit d'ailleurs sans viser en particulier aucune des œuvres citées par nous.

Parmi ces œuvres spécialisées, il faut encore distinguer celles qui offrent aux accouchées des secours à domicile et rappeler que les asiles de nuit que nous avons déjà cités peuvent, à la rigueur, être utilisés par les femmes nouvellement accouchées. La *Société philanthropique* a aménagé, grâce à une fondation particulière, un dortoir spécial, dit des mères de famille, où sont admises les filles-mères accompagnées de leur enfant pour trois nuits au plus. Elles y jouissent d'une liberté très grande, comme à l'asile Pauline Roland, pour se chercher de l'ouvrage ; on les conseille même à ce sujet.

Mais l'*Asile ouvroir de Gerando*, lui, est exclusivement destiné à recueillir temporairement et gratuitement les « filles-mères qui, en sortant des hôpitaux, se trouvent sans place et sans ressources après leur accouchement, et, de préférence, celles qui, par leur jeunesse et leur inexpérience, offrent le plus de garanties d'un prompt retour aux sentiments vertueux. » Les filles-mères y sont reçues de 16 à 24 ans, ce qui implique une part d'enquête ; elles peuvent rester tout le temps nécessaire à leur complet rétablissement, parfois même, et par exception, toute une année. On

les rend ensuite à leur famille, ou bien, on les place, mais en continuant à exercer sur elles un « bienveillant patronage. »

Dans le même but, mais non exclusivement pour les filles-mères, et aussi dans un esprit plus libéral et laïque, vient de se fonder, sous la présidence d'honneur de M. Loubet, l'*Aide Maternelle*.

Cette œuvre recueille, en outre du nouveau-né, les enfants âgés de moins de cinq ans avec leur mère ; elle est destinée, disent les statuts, à « hospitaliser des femmes sans ressources, récemment accouchées, venant soit de l'hôpital, soit d'un asile de convalescence, soit de chez elles. La durée du séjour sera de 4 semaines au moins.

« Les mères recevront à l'asile les soins médicaux, elles soigneront et allaiteront leur enfant ; elles pourront ainsi le garder plus longtemps près d'elles ; elles l'aimeront et s'y attacheront davantage. » Là encore l'Assistance est largement accessible aux filles-mères.

A côté de cette hospitalisation, l'Aide Maternelle organise aussi un service spécial de protection des mères et des nouveau-nés après leur sortie de l'Asile.

Une des causes les plus fréquentes de l'abandon de l'enfant réside dans l'impossibilité où se trouve la mère, à la sortie de l'hôpital, de l'entretenir.

« La Société s'occupera d'obtenir un emploi à la

mère ; elle lui accordera le premier mois de nourrice.

« Elle créera enfin, dans les départements, des colonies de nourrissons, qui seront sous la surveillance d'un comité médical local, chargé de signaler les nourrices qui ne se conformeraient pas aux indications données. »

Ces statuts envisagent donc une Assistance maternelle plus complète que toutes celles que nous avons examinées jusqu'ici.

Il nous faut encore citer le *refuge de la Maison de convalescence protestante*, qui reçoit dans une section spéciale les filles-mères de religion réformée pendant trois ou quatre semaines.

Secours. — Après l'examen de ces œuvres dont l'hospitalisation est spécialisée, l'étude doit se porter sur celles qui se bornent à délivrer des secours aux nouvelles accouchées.

La fondation Bettina de Rothschild est destinée à distribuer un secours variant de 10 à 15 francs « aux accouchées sortant des hôpitaux de Paris, inscrites ou non au bureau de bienfaisance, quels que soient leur religion, leur état civil et leur situation sociale ».

On peut rapprocher de cette fondation la disposition spéciale des statuts de *la Société protectrice de l'enfance*, qui accorde des primes aux mères les plus

méritantes ; c'est réparer en partie, par ce mode détourné d'assistance, les privations qu'elles s'imposent.

A côté de ces œuvres largement ouvertes, on doit placer la *Mutualité Maternelle* qui est une « association de mères pauvres et riches ayant pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles sont en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant quatre semaines, ce repos devant leur permettre de donner à leur enfant les soins les plus particuliers, nécessaires pendant la première période qui suit la naissance.

Toute ouvrière française, âgée de 16 ans au moins, mariée ou non, peut faire partie de cette mutualité en payant 0 fr. 25 par mois ; à côté de ces femmes inscrites, selon les statuts, au moins 9 mois à l'avance, on admet maintenant, moyennant 3 francs versés au moment de l'inscription, celles qui y seront entrées après la conception ; au lieu de 12 francs par semaine, celles-ci ne toucheront que 10 francs. Mais les unes et les autres ont droit à une prime d'allaitement de 10 francs s'il y a lieu, avec gratuité des consultations de nourrissons. En même temps on a organisé un service spécial de garde pour soigner pendant 9 jours après l'accouchement la mère et s'occuper de son ménage, ainsi que l'a annoncé M. Poussineau au Congrès de Milan en 1906.

La seule critique à faire provient de la nécessité où l'on se trouve, pour couvrir les frais, de réunir plus de bienfaiteurs bénévoles et de membres honoraires que de sociétaires qui, toutes, sont jeunes et, en 2 ou 3 accouchements, coûtent plus à l'œuvre qu'elles ne lui apportent d'argent.

C'est dans ce but qu'en 1905 la mutualité maternelle a permis aux sociétés de secours mutuels, aux industriels, aux administrations diverses d'affilier à la mutualité maternelle chacune de leurs sociétaires, employées ou femmes de sociétaires.

Mais la mutualité maternelle ne se borne pas à secourir activement les femmes pour leurs couches et leur convalescence ; « depuis le 10 décembre 1892, écrit M. Strauss, en ne citant que les perfectionnements récents que nous venons d'indiquer et dûs à M. Poussineau, grâce au zèle ardent de ses dévoués administrateurs, MM. Félix, Brylinski, Ancelot, Parent, Joulette, Dalsace, M^{me} Louis Lucipia et Vendel, la mutualité maternelle a pris une extension rapide, un développement considérable : elle s'est enrichie d'un dispensaire, d'une clinique, d'un bureau de placement ; elle s'est transformée en un large patronage des mères et des enfants, vigilant, attentif, vraiment maternel.

« Des collaboratrices distinguées, des dames patronnesses y ont apporté leur bonne grâce et les délicates inspirations dont seules les femmes de cœur

ont le secret ». (*L'Enfance malheureuse*, p. 146).

Dans le même ordre d'idées, nous rencontrons *La Couturière*, qui est une Société de secours mutuels dont les statuts s'appliquant même aux filles-mères portent :

« 1° Toute accouchée nourrissant ou non son enfant recevra dorénavant 50 francs qui lui seront remis à la suite de ses couches, à la condition expresse qu'elle ne travaillera pas pendant les 4 semaines qui suivront la naissance de l'enfant.

2° Si la mère allaite son enfant, jusqu'à la fin du second mois, il lui sera accordé une deuxième somme de 25 francs, soit 75 francs en tout, en dehors des autres avantages, soins des médecins, des sages-femmes, médicaments, etc., assurés par l'association.

Enfin, nous devons mentionner les secours exceptionnels, soit en argent, soit en nature, que l'*Association des mères de famille* accorde aux filles-mères qui cherchent à régulariser une union illégitime, en les y aidant d'ailleurs.

Il est regrettable, au sujet des institutions patronales, qui dépendent de l'Etat ou de grandes entreprises, comme les magasins du Louvre ou du Bon-Marché, qui ont organisé des secours très heureusement combinés en faveur de leurs employées en couches, que nous n'en puissions parler ici, puisque ces institutions repoussent et chassent les filles-mères ;

elles sont brusquement congédiées par l'Etat en particulier si elles deviennent enceintes sans pouvoir justifier d'avoir convolé en justes noces.

Dernièrement, toutefois, sur la proposition de M. Armand Charpentier, le Comité pour la réforme du mariage vient d'émettre le vœu qu'on ne fit plus de différence dans les administrations publiques ou privées entre la fille-mère et la mère légitime.

Nous ne saurions trop proclamer qu'il serait très juste qu'un tel vœu prévalût : non seulement, en effet, les employées de l'Etat en profiteraient, mais encore l'Industrie privée, en général si rigoureuse sur ce point, suivrait l'exemple ; et le bénéfice serait double.

Œuvres d'assistance maternelle générale. —

Après les œuvres spécialisées dans un mode d'assistance, nous devons examiner celles qui prétendent donner une assistance complète à la maternité par leurs propres moyens, depuis le repos de la grossesse jusqu'au patronage moral après la convalescence.

Pour procéder à cette étude, nous devons citer d'abord deux œuvres catholiques qui hospitalisent les filles-mères avant leurs couches, les soignent pendant l'accouchement et la convalescence.

La première est l'*Œuvre de Saint-Raphaël*, destinée par son fondateur à imiter « l'Œuvre de Saint-Roch à Rome, établie depuis des siècles par les Souverains

Pontifes, en faveur des pauvres filles qui sont obligées de se cacher pour sauver leur honneur et celui de leur famille ».

On y recueille et on y traite avec bienveillance, depuis la fin de la grossesse jusqu'après la délivrance, les jeunes filles « victimes d'une première faute, et honorablement recommandées ».

Les plus indigentes y sont reçues gratuitement et les autres paient, après entente, suivant leur situation, une pension entre un et deux francs par jour. La moyenne des durées de séjour est de 4 mois. L'œuvre garde même auprès d'elle un certain nombre de jeunes filles indigentes qu'elle héberge et les entretient après leur rétablissement ; nous verrons plus tard qu'elle s'occupe aussi des petits enfants de ses pensionnaires.

L'*Asile Sainte-Madeleine* est le second asile catholique ; l'assistance maternelle y est encore complète. On y reçoit les filles enceintes, dès le sixième mois de leur grossesse, moyennant une pension variable suivant leurs ressources et gratuitement quand elles sont très indigentes ; le prix normal est de 30 francs par mois en salle commune ou de gré à gré en chambre particulière.

Parmi celles qui ne paient pas en argent le prix intégral, certaines, par le produit des travaux de couture auxquels sont occupées les pensionnaires de l'asile, remboursent à l'œuvre une partie des frais de leur en-

trétien. Il est bon, pour examiner la mentalité de certaines œuvres d'assistance, d'examiner rapidement le règlement de cette maison.

Il est rédigé dans un esprit tout différent de celui de l'œuvre précédente qui reposait sur la douceur ; Celui-ci au contraire, tout en considérant la maternité naturelle comme une honte, veut en guérir les victimes, non par la compassion, mais par l'expiation ; aussi leur impose-t-on tour à tour, dès 5 heures du matin en été et 6 heures en hiver, la prière, le travail en silence, le rosaire, les cantiques.

Elles sont obligées de montrer toutes les lettres écrites ou reçues par elles à la directrice, etc... sous la menace de renvoi à la troisième réprimande pour inobservation du règlement.

Une telle rigueur contraste singulièrement avec le régime des autres asiles, et il est permis de se demander si les femmes, que la nécessité a contraintes d'y entrer, n'ont pas grande hâte d'en sortir coûte que coûte.

Il est vrai que l'œuvre possède une section dite de persévérance, formée des pensionnaires satisfaites qui désirent rester dans la maison et secondent la directrice.

Examinons maintenant les œuvres qui ont recours aux hôpitaux généraux pour l'accouchement seul.

Parmi elles, nous en trouvons d'abord qui sont organisées pour recevoir les femmes pendant la gros-

sesse, et les reprennent ensuite pour la convalescence en y ajoutant parfois le patronage moral et les secours en nature, démarches, conseils ou argent.

La première de ces œuvres à citer comme la plus ancienne dans cette assistance complète est la *Société Philanthropique* ; celle-ci reçoit dans son asile ouvroir, dit *Asile-ouvroir de la Société philanthropique*, les femmes enceintes, indifféremment femmes mariées ou filles-mères, en attendant leur admission à la Maternité.

Grâce à la *Maison Georgina Roze*, qui est l'asile maternel de la Société philanthropique, cette Société peut reprendre les femmes qui sortent de la Maternité, d'ailleurs elle ne recueille pas exclusivement celles qu'elle avait reçues avant leur accouchement.

Elles y restent gratuitement pendant 10 jours en moyenne ; on leur donne une nourriture qui les réconforte, on ne les laisse pas partir sans des vêtements convenables, qu'on leur donne au besoin : comme à Ledru-Rollin, on les place et, si c'est nécessaire, on met leur enfant en nourrice. Il faut ajouter, pour les filles-mères, qu'on cherche à légitimer leur union et à les réconcilier avec leur famille, si elles n'y sont plus reçues, et qu'en général on leur donne une assistance morale plus complète qu'aux autres.

Nous devons citer ensuite la *Société d'allaitement maternel* ; on y reçoit gratuitement, dès le 8^e mois de sa grossesse, toute femme qui s'y présente enceinte.

Un progrès sur les œuvres précédentes est ici réalisé : on n'y demande plus que la femme soit recommandée honorablement, ni qu'elle donne aucun renseignement sur sa personnalité ou ses ressources ; on ne fait aucune enquête sur les pensionnaires, pensant que le désagrément de vivre dans des conditions aussi spéciales n'y laissera venir que les femmes qui seront poussées par une nécessité impérieuse et qui sont réellement pauvres.

Le règlement en est doux : « dans la matinée, les pensionnaires sont employées pour la maison aux soins du ménage, à l'entretien du linge et des vêtements.

A 1 heure, elles vont à l'ouvrage ; le produit du travail qu'elles y font leur appartient et leur est remis au départ. »

Elles y sont confortablement soignées et très bien nourries.

Comme la Société philanthropique envoie ses pensionnaires accoucher à la Maternité, la Société d'allaitement maternel les envoie à la Clinique Baude-locque.

Actuellement, la Société de l'allaitement maternel ne possède aucun asile où recevoir en sortant de la Clinique les femmes qu'elle a hébergées pendant la grossesse au refuge-ouvrage.

Nous pouvons ajouter qu'elle est actuellement en pourparlers pour s'adjoindre l'œuvre de l'Aide Maternelle qui recueillerait les femmes convalescentes.

De la sorte, ce cycle serait complet.

Par contre, la Société d'allaitement maternel secourt à domicile toujours avec la même indépendance d'esprit :

« Elle a écarté toute préoccupation religieuse ou sociale, pour ne considérer qu'un seul objet : l'enfant », et « pourvu que la mère remplisse ses devoirs, la Société ne lui demande rien d'autre ; elle ne l'abandonne pas quoiqu'il arrive et s'efforce de lui procurer du travail pour la soustraire aux suggestions de la misère. »

On voit combien ce texte se rapproche de la loi du 27 juin 1904.

Voici d'ailleurs comment sont distribués les secours à domicile. Une dame fait une visite chez la mère qui demande l'assistance pour s'enquérir de ses ressources et de ses besoins :

« Chaque mois la mère secourue, dit M. Strauss, reçoit 32 livres de pain et de la viande, du lait, si le médecin chargé de surveiller sa santé juge insuffisant l'allaitement maternel ; elle a droit aux secours médicaux et pharmaceutiques ; on lui cherche du travail... bref, elle est l'objet d'un patronage ininterrompu pendant cette phase où la vie du nourrisson tient pour ainsi dire à un fil.

« Aucun secours n'est délivré en argent ; toutes les allocations sont faites en nature. »

L'assistance ainsi donnée à la mère nourrice dure

normalement une année ; elle peut être prolongée de quelques mois si le médecin qui visite l'assistée le juge nécessaire.

Il faut signaler que M^{me} Béquet de Vienne recourt à un patronage très original : celui de l'association, provoquée entre les femmes délaissées, par groupe de deux, adroitement choisies d'après l'enquête.

On voit ainsi que l'Œuvre de l'allaitement maternel sera la plus heureusement et la plus complètement élaborée de toutes celles qui hospitalisent elles-mêmes leurs pensionnaires, le jour où elle disposera d'un établissement de convalescence, ce qui, à l'heure actuelle, est en voie de réalisation.

Il ne faut pas oublier de signaler l'initiative récente de l'Œuvre des repas que nous verrons reprise indirectement à Lisieux, et qui consiste à donner des repas gratuits dans un restaurant spécial aux mères nécessiteuses qui allaitent elles-mêmes leur enfant.

Terminons par l'*Œuvre du Foyer maternel*, qui a, comme caractéristique, en n'étant qu'un asile temporaire et en ne donnant comme secours que les plus immédiats, de « centraliser tous les secours d'assistance publique maternelle et infantile ; toutes les œuvres protectrices de la mère et de l'enfant, afin de procurer, à chaque détresse maternelle, le secours spécial à son cas ».

Elle donne, avant toute enquête, le secours immédiat, soit par l'hospitalisation gratuite au siège social,

soit par le secours de première urgence à domicile, en nature ou en argent, et cela uniquement pour permettre aux indigentes qui s'adressent à cette œuvre d'attendre que les institutions spéciales et correspondant à leurs besoins les aient prises dans leur assistance.

Pendant la grossesse, les femmes sont admises à toute époque ou sont examinées, dans des consultations régulières, en attendant leur admission dans les asiles ouvroirs, dans les six dernières semaines, si cela est possible. Pendant le séjour à la Maternité, les dames visitent chacune l'assistée dont elle a été chargée au début ; pendant la convalescence, l'œuvre s'efforce de les faire admettre dans les asiles spéciaux et cherche à leur donner du travail ou à écouler celui qu'elles font à domicile et que l'œuvre peut leur procurer : enfin, en tout état, on offre aux femmes un patronage moral et l'aide au besoin juridique, qui peut faire triompher leurs justes revendications parfois auprès du père de l'enfant.

Quant à l'enfant lui-même, il est soigné de la même manière que sa mère et par la même procédure.

C'est donc ici comme une œuvre de patronage, plutôt qu'une œuvre d'assistance proprement dite, exception faite pour l'hospitalisation temporaire et le secours immédiat ; cette œuvre libère des inquiétudes les femmes qui se confient à elle et met à contribution toutes les institutions existantes ; cela est

excellent, pour les filles-mères en particulier, et facilite beaucoup la tâche des établissements spéciaux dont l'enquête est très simplifiée.

Nous ne dissimulons pas dès maintenant que nous regrettons de ne pas voir l'Assistance publique entreprendre un rôle analogue, qui aurait l'avantage d'être économique pour l'Etat, stimulant pour les œuvres privées, et utile surtout pour les filles-mères abandonnées.

TITRE III

ASSISTANCE INFANTILE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ACCESSIBLE AUX NOURRISSONS ILLÉGITIMES

CHAPITRE PREMIER

Les institutions publiques.

Après avoir passé en revue les institutions d'assistance dont peuvent, à Paris, profiter les filles-mères, il faut nous attacher aux œuvres qui se chargent de venir en aide spécialement aux petits enfants naturels isolés ou non de leur mère, durant leur premier âge.

Nous devons distinguer plusieurs périodes dans ce premier âge, en y ajoutant les hypothèses de la maladie soit de la mère, soit de l'enfant ; en effet, ces divers sujets ont provoqué la création d'institutions et d'œuvres différentes qui donnent d'ailleurs une assistance tantôt en nature, tantôt en argent, tantôt des deux manières à la fois.

Faisons d'abord remarquer que, à l'époque de la grossesse, pendant laquelle la mère et l'enfant se confondent, toutes les mesures que nous avons signalées comme constituant l'assistance aux filles-mères sont aussi, par voie de conséquence, des mesures d'assistance pour l'enfant qui va naître.

N'y gagne-t-il pas très souvent de ne pas périr ?

Nous avons déjà insisté sur ce point lors de l'examen des lois.

Assistance infantile à l'hôpital. — C'est ainsi encore que, après la naissance, dans tous les hôpitaux publics ou privés, on ne sépare pas, sauf nécessité, les mères nouvellement accouchées de leurs enfants ; ainsi, on garantit à ceux-ci l'assistance en nature du lait maternel, en même temps qu'on les soigne tous deux pour la faiblesse physique consécutive à la naissance et à l'accouchement.

Nous pourrions en dire autant, à propos des asiles de convalescence, ou des assurances, ou des secours pour les relevailles, qui ont pour but de laisser unis la fille-mère et son nourrisson.

Mais quand les mères sont malades, pour les enfants non sevrés, l'*Hôpital de la Charité* a créé une crèche admirablement installée : une salle spéciale de 9 lits, près desquels se trouve un berceau, est réservée pour les femmes malades qui ont un enfant de moins de deux ans ; chaque lit avec son berceau est

même isolé des autres par une cloison, ce qui permet à la mère de se croire encore chez elle.

Malheureusement, cette crèche est unique.

Quand un enfant sevré a plus de deux ans, ou à tout âge partout ailleurs qu'à la Charité, on le sépare de la mère malade ; on y a pourvu par l'*Asile temporaire de l'Hospice des Enfants assistés*. Là sont recueillis et conservés, les petits enfants dont les mères sont en prison ou à l'hospice.

« Malheureusement, comme le dit M. Strauss, cette institution n'est pas parfaite, elle ne peut point l'être ; certains enfants qu'on y dépose ont auparavant trop souffert et sont malades ; ils sont un danger pour les autres, si bien qu'ils soient soignés ; et même beaucoup d'entre eux dépérissent par la seule absence des soins maternels. »

L'Assistance Publique possède un autre asile pour recevoir pendant une ou deux périodes de deux mois les petits enfants sevrés de moins de cinq ans et d'au moins 15 mois, que leurs parents ne peuvent garder momentanément auprès d'eux. Mais au point de vue hygiénique on est très sévère : les enfants ne sont admis que vaccinés et n'étant atteints d'aucune maladie dangereuse pour les autres ; ils ne doivent même pas être en convalescence d'une maladie contagieuse.

Dans une section spéciale, organisée en crèche, sont soignés les petits enfants qui n'ont pas trois ans.

Pour envisager, à côté de l'assistance aux enfants

naturels, en cas de maladie ou de mort des parents, celle qui se rapporte aux maladies des enfants en hospitalisation, nous citerons seulement les hôpitaux d'enfants qui sont à Paris : l'*Hôpital des enfants malades*, les *Hôpitaux Hérold et Trousseau*.

CHAPITRE II

Les œuvres privées.

Une institution privée donne d'ailleurs une assistance analogue à celle de l'asile temporaire des Enfants Assistés, c'est l'*Asile temporaire pour les enfants dont les mères sont à l'hôpital*.

Les petits enfants, en bonne santé, quelles que soient leur origine ou leur religion, y sont reçus depuis leur premier jour, tant que leur mère sera malade ; le séjour n'est pas limité ; les indigents y sont gardés gratuitement, les autres paient une indemnité de 1 franc par jour.

Cet asile fut fondé par l'œuvre de la Chaussée du Maine, et maintenant possède une direction particulière et un budget spécial, tout en restant sous le patronage de la première œuvre.

Il faut rapprocher, du service des Enfants assistés qui recueille les orphelins pauvres, l'*Asile Temporaire*

des enfants dont les parents viennent de mourir ; cet asile reçoit les orphelins en attendant leur admission dans un orphelinat. Ce serait ici le lieu d'énumérer les orphelinats nombreux qui recueillent les petits enfants.

Cependant nous devons dire que la plupart de ces établissements refusent les enfants naturels ; qu'ils ne reçoivent guère les enfants du premier âge et qu'ils sont rarement des œuvres d'assistance, puisqu'ils comportent presque tous un prix de pension obligatoire.

Les hôpitaux privés reçoivent rarement les enfants naturels ; ils sont d'ailleurs peu nombreux et n'offrent pas de particularité remarquable.

N'envisageons plus exclusivement l'hypothèse de la maladie des parents ou des enfants, et voyons comment est comprise à Paris l'assistance des enfants du premier âge en bonne santé.

Cette assistance peut, nous venons d'en rencontrer plusieurs exemples, s'exercer par l'hospitalisation.

Un nouveau type de cette assistance est réalisé par la *Société parisienne la Pouponnière*, qui peut être comptée parmi les œuvres de Paris, puisque son siège social s'y trouve.

Cette œuvre a pour but de prendre les enfants des mères demi-aisées, qui peuvent être filles-mères, et de les garder près de Paris, dans une nourricerie modèle, moyennant une pension de 40 francs la première année et 30 francs la seconde, sauf quelques boursiers.

Mais ce n'est pas à proprement parler là que réside, dans cette pouponnière, la part de l'assistance aux filles-mères et à leurs enfants du premier âge : c'est dans le soin qu'on apporte à réserver aux filles-mères l'emploi de nourrices payées 30 francs par mois en leur laissant auprès d'elles leur nourrisson qu'elles doivent élever en même temps que celui qui leur est confié. De plus, l'œuvre place les nourrices filles-mères qui n'ont plus d'emploi à la Pouponnière.

Nous rappelons ici pour mémoire que la plupart des établissements qui soignent les filles-mères au moment des couches, et particulièrement ceux qui, après la convalescence, conservent sur leurs pensionnaires un patronage moral, en même temps qu'ils soignent les enfants qui seraient indisposés ou même malades après la naissance, se chargent de les placer en nourrice, si la mère est obligée de s'en séparer, et même parfois paient la nourrice.

On pourrait citer, comme agissant ainsi, l'*OEuvre de Saint-Raphaël*, dont nous avons déjà signalé incidemment cette caractéristique.

Les œuvres que nous venons de mentionner donnent l'assistance par l'internat des enfants ; la seule atténuation que certaines d'entre elles y apportent, c'est d'interner la mère auprès de l'enfant ; nous pensons que cette mesure est très sage et qu'elle serait très utilement généralisée.

OEuvres d'assistance infantile non hospitalière par secours divers. — D'autres institutions sont fondées sur le principe contraire : l'externat de la mère et de l'enfant, c'est-à-dire la vie de famille, comme principe, que l'on complète par l'assistance en cas de nécessité.

Il faut encore faire une distinction dans ce groupe : les unes ne donnent leur assistance qu'à leur siège social, ce sont les crèches, consultations de nourrissons, dispensaires ou gouttes de lait, tandis que les autres portent les secours à domicile. Nous avons déjà plusieurs fois rencontré ces deux modes d'assistance.

Nous signalons que les établissements dont l'étude va suivre sont comme la mise en pratique de l'ins-truction sommaire sur l'hygiène de l'alimentation des enfants du premier âge, rédigée par l'Académie de médecine le 7 juin 1904 et distribuée, sur la demande du Conseil municipal, par les mairies, à toute per-sonne venant faire une déclaration de naissance. C'est en quelque sorte un prolongement de l'assistance médicale gratuite à domicile. Examinons donc ces œuvres.

Les crèches, on le sait, sont faites pour permettre aux mères qui sont obligées de travailler pour vivre de ne pas mettre leur enfant en nourrice, ni de l'aban-donner.

A cet effet, ces établissements, qui sont des semi-

internats pour nourrissons, reçoivent ceux-ci dès leur plus jeune âge, jusqu'à ce qu'ils aillent à l'école maternelle; mais rarement du jour même de la naissance, puisque, dans les hôpitaux, les femmes sont obligées de les garder quelques jours près d'elles. Les mères sont en principe tenues de venir les allaiter deux fois dans la journée et n'ont à payer, quand elles le peuvent qu'une petite indemnité variant entre 0 fr. 10 et 0 fr. 20.

Cela permet de ne pas énerver le sentiment maternel en laissant pourtant l'institution à la portée des plus modestes bourses.

Il faut, dans toute crèche, dit la circulaire ministérielle de 1898 sur ce sujet, que le nombre des enfants soit en relation avec le triple élément de la capacité des locaux, du nombre des gardiens et des ressources financières.

Nous ne pouvons ici analyser les détails de ces trois éléments, disons seulement qu'un grand nombre de crèches manquent de salles d'allaitement salubres, que les gardiennes sont trop peu nombreuses; il en faudrait au moins une pour six enfants de moins de 18 mois.

Si les directrices, en effet, sont généralement capables de remplir leur tâche, le personnel inférieur ne l'est point.

Beaucoup de crèches n'admettent que les enfants légitimes. Il ne faut pas omettre que celles qui exi-

gent, sous peine de renvoi de l'enfant, la présence de la mère dans la journée, diminuent sans cesse de nombre. Cela est, en effet, souvent impossible, quand la crèche est éloignée de l'atelier. Il est vrai que la nourriture y est presque toujours bonne, puisqu'on exige, d'une part qu'on n'y donne que du lait stérilisé et d'autre part, à titre de surveillance sanitaire permettant l'obtention d'une subvention, on y interdit absolument l'emploi du biberon à tube, contre lequel nous avons vu formuler plusieurs propositions de loi.

On voit donc que cette institution est une œuvre d'assistance dont peuvent profiter les filles-mères qui sont le plus souvent pauvres et qui sont obligées de travailler pendant le jour pour gagner leur vie.

Quant à l'*Œuvre des crèches parisiennes*, elle provoque, à l'aide de subventions municipales, la fondation de crèches dans les quartiers de Paris qui en sont encore dépourvus.

Les *gouttes de lait*, ont pour but de distribuer aux petits enfants pauvres du lait stérilisé, gratuitement ou au moyen d'une faible rétribution. On ne le donne que s'il est médicalement établi que la mère ne peut allaiter elle-même complètement son enfant, et doit recourir à l'allaitement mixte.

Bien entendu, comme ce sont des médecins généreux, M. M. Budin et Chavane, qui les ont établies à

Paris, ces gouttes de lait sont ouvertes à tous les enfants, même naturels.

Chaque matin, on remet les bouteilles de lait stérilisé qui sont reprises le lendemain, peu importe d'ailleurs par quel procédé, disons seulement, sans vouloir l'analyser, que le procédé le plus employé est dénommé Soxhlet-Gentile-Budin.

Citons, parmi les *gouttes de lait*, celle de *Montmartre*, mais disons que pour la même raison que nous avons donnée pour les crèches, nous ne pouvons les analyser toutes parce qu'il est impossible d'en savoir le nombre et que, bien que dans un but différent, elles complètent ordinairement les *consultations de nourrissons* ou inversement.

Ces institutions, qui ont pour but de surveiller, par des pesées et des examens médicaux et par des conseils donnés aux mères, la santé et l'alimentation des nourrissons, sont des œuvres d'alimentation médicale. En général, elles sont absolument gratuites ; leur installation se compose de deux pièces, l'une pour le déshabillage et la pesée, l'autre pour la consultation. Les renseignements sont toujours consignés sur des fiches qui constituent un dossier très complet de l'état physiologique de l'enfant. Les résultats de ces consultations sont indéniables : elles ont le grand mérite de départir les enfants malades de ceux simplement indisposés à la suite, le plus souvent, d'une mauvaise alimentation. D'ailleurs, à la session d'août 1907,

les Conseils généraux de toute la France, sur l'invitation du ministre de l'intérieur, ont été priés de prendre des décisions encourageant, subventionnant même, les consultations de nourrissons.

Les œuvres les plus importantes d'assistance aux enfants, qui donnent des secours soit en nature, soit en argent, ont à leur siège social une consultation de nourrissons et une Goutte de lait.

Il en est de même des *dispensaires*, mais ceux-ci ont un caractère un peu spécial, bien que parfois un peu modifié dans la pratique. Il a été nettement défini par le D^r Dubrisay au Congrès international d'assistance en 1889 : « Le but des dispensaires, dit-il, est de venir gratuitement en aide aux enfants malades, non alités, quels que soient leur âge, les maladies dont ils sont atteints, leur domicile, leur nationalité, par des pansements, des applications d'appareils et par l'administration de médicaments et d'aliments au local même du dispensaire ; de leur assurer, de la sorte, un traitement régulier et efficace en dépensant le moins d'argent possible et en leur conservant les avantages de la vie de famille ».

On voit que le dispensaire est, pour la maladie des enfants, ce qu'est la consultation de nourrissons pour la santé.

Nous pourrions citer un grand nombre de ces dispensaires, mais il suffit de dire qu'ils se multiplient chaque jour et sont presque tous installés dans les

mêmes conditions ; le dispensaire municipal du XI^e arrondissement de Paris a une section spéciale pour les enfants du premier âge ; celui de Belleville se décompose en plusieurs services :

- 1^o Service régulier de consultations gratuites, médicales, chirurgicales et spéciales ;
- 2^o Distribution gratuite de médicaments ordonnés ;
- 3^o Hospitalisation temporaire ;
- 4^o Fourniture gratuite ou à prix réduit de lait stérilisé pour les jeunes enfants.

Il ne faut point passer sous silence l'idée dans laquelle a été fondée le *dispensaire gratuit de la rue Jean Lantier* ; c'est pour éviter à la mère de recourir aux bureaux de bienfaisance : ceux-ci sont d'ailleurs toujours éloignés, de même que les hôpitaux généraux et que les hôpitaux spéciaux ne sont jamais assez vastes ; ils sont d'ailleurs peu accessibles aux filles-mères qui, en principe, dépendent de l'assistance départementale de la loi de 1904.

Beaucoup d'œuvres d'initiative privée qui recevaient les femmes enceintes ont entrepris d'assister les enfants du premier âge en créant des dispensaires adjoints à leur œuvre : il en est ainsi du *dispensaire de la mutualité maternelle* qui, depuis 1903, est ouvert à tous les enfants malades, même à ceux dont les parents ne sont pas sociétaires ; dans trois consultations par semaine, la Société philanthropique en fait autant ; de même encore le *refuge Pauline Roland*

qui dispose d'une *crèche* et d'une *pouponnière*. Toutes ces œuvres font même plus : elles aident la mère à trouver une nourrice, si c'est nécessaire.

Avant de terminer l'étude de l'assistance des enfants malades, par des œuvres dont c'est le but spécial, nous devons parler de l'*Œuvre maternelle des couveuses d'enfants* qui procure des couveuses aux enfants dans leur famille. Il est vrai que la Maternité y pourvoit également dans le service des enfants nés avant terme et des débiles.

Œuvres d'assistance infantile par distribution ou vente de bon lait. — Nous avons encore à examiner à Paris un mode d'assistance aux enfants du premier âge dont peuvent profiter les nourrissons illégitimes. Ce sont les œuvres qui ont pour but de mettre à la portée des bourses les plus modestes un lait sain pour les petits enfants, stérilisé ou non ; ce sont des œuvres qui jouent un rôle de patronage sur les enfants en bas âge.

Qu'on ne dise pas des premières œuvres qui semblent faire du commerce parce qu'elles tiennent boutique et vendent, qu'elles ne font pas de l'assistance : nous répondrons que c'est en faire que vendre, sans profit, ou même à perte, un produit nécessaire à la vie des enfants, d'une pureté irréprochable : les crèches, par exemple, sont sans contredit des œuvres d'assistance et cependant beaucoup ne

sont pas complètement gratuites pour tout le monde.

Citons la *polyclinique Rothschild* qui a installé une distribution de lait gratuite ou demi-gratuite suivant les ressources. Mais surtout l'*Œuvre philanthropique du lait*, l'*Œuvre sociale du Bon Lait* et la *Société Maggi* qui vendent du lait pur à 0 fr. 25 le litre et stérilisé à 40 ou 50 centimes. Il est incontestable que les enfants illégitimes peuvent en retirer un grand profit.

Œuvres générales d'assistance infantile à domicile ou en nourrice. — Il reste à rappeler que certaines œuvres assistent les enfants dans leur famille même ou en nourrice.

La *Société d'allaitement maternel* fait visiter les enfants à domicile au point de vue médical, et distribue pour eux à leurs parents tout ce qui est indispensable, layette, berceau, matelas. etc.

Il en est de même de beaucoup d'autres œuvres, notamment l'*Assistance maternelle et infantile de Plaisance*, qui, nous l'avons vu, donne aux enfants, sous toute forme utile, les secours dont ils ont besoin. D'autres même, comme l'*Air pur*, s'organise pour les envoyer à la campagne. Ces œuvres qui assistent les enfants du premier âge sont d'ordinaire assez indulgentes pour les petits bâtards et par conséquent on peut dire que les enfants des filles-mères dans leur famille trouvent encore quelque assistance.

Nous pouvons examiner aussi quelques œuvres de

patronage et de surveillance des enfants qui, d'ailleurs, joignent à cette surveillance une assistance en argent ou en nature.

C'est d'abord la *Société protectrice de l'enfance*, qui a pour but de veiller sur les enfants dès leur naissance qu'ils soient dans leur famille ou en nourrice, en exigeant des rapports mensuels des médecins correspondants, ou en faisant visiter les enfants par des dames patronnesses. Elle emploie aussi, avons-nous dit, le système des primes aux mères les plus méritantes.

Le *Patronage des enfants en bas âge à la crèche et à domicile de Levallois-Perret*, vient en aide à la crèche de Levallois en donnant aux enfants un complément de nourriture, de vêtements, etc., et fait visiter les familles nécessiteuses en leur donnant du lait, des layettes, etc.,

L'œuvre fait une enquête et n'assiste que les mères françaises de Levallois, mais, par des sous-comités, elle doit s'étendre à tout le département de la Seine. Quant à la *Société protectrice des nourrissons*, elle a pour but de faire respecter la loi Roussel pour les enfants en nourrice et d'améliorer leur sort. On voit de quel prix elle peut être pour les enfants illégitimes dont la véritable sécurité repose sur les lois qui constituent leur plus précieuse garantie.

Sans omettre la *Société nationale pour la protection de l'enfance*, qui a le même but, terminons ce long examen des Œuvres par celui de la *Ligue contre la*

mortalité infantile qui est destinée « à combattre, par tous les moyens possibles, la mortalité excessive et inévitable des enfants de premier âge. »

« Cette Société, dit l'article 2 des statuts, se propose de provoquer la création ou de favoriser le développement des œuvres d'initiative privée sur tous les points du territoire où l'examen des statistiques lui en démontrera la nécessité.

« Loin de vouloir se substituer à aucune des œuvres qui ont pour idée la protection et l'assistance de la première enfance, elle s'efforcera, au contraire, d'appeler l'attention sur leur assistance et sur leurs bienfaits.

« La ligue se propose de faire appel, s'il y a lieu, à l'intervention des pouvoirs publics.

« La ligue fait des enquêtes et provoque des organisations charitables, là où il lui paraît nécessaire, en s'appuyant sur les données de la science.

« Elle se mettra à la disposition des municipalités et des initiateurs, pour la fondation de refuges ouvroirs, de maternités hospitalières, de sociétés d'assistance maternelle, de secours d'allaitement maternel, de consultations de nourrissons, de gouttes de lait, de crèches et dispensaires, de patronages etc., pour propager et faciliter la distribution du lait stérilisé, pour organiser des conférences d'éducation maternelle, — en un mot, pour coopérer à toutes les institutions et œuvres ayant pour but la protection

des mères nécessiteuses et des nourrissons élevés dans leur famille, placés en nourrice, protégés, sevrés, assistés.

« La ligue fera tous ses efforts pour répandre les notions d'hygiène infantile et d'élevage rationnel des enfants du premier âge ; elle centralisera tous les dévouements français et étrangers y relatifs, elle publiera des notices et des brochures, elle répondra à toutes les demandes de renseignements, elle prendra, en un mot, toutes les mesures utiles de propagande et de vulgarisation. »

C'est encore M. Srauss qui est le promoteur de cette œuvre si utile et si généreuse, puisqu'elle remplit toutes les promesses de ses statuts et que ses bienfaits se font sentir chaque jour.

TITRE IV

ASSISTANCE MATERNELLE EN PROVINCE ACCESSIBLE AUX FILLES-MÈRES

CHAPITRE PREMIER

Les institutions publiques.

Voilà l'assistance maternelle et infantile de Paris ; elle se multiplie et les idées en sont en général assez larges.

Mais la France a-t-elle une assistance complète ? Les filles-mères et leurs enfants y trouvent-ils la certitude de l'assistance là on y a pourvu ? On se plaint que Paris a un budget très lourd d'assistance maternelle et infantile : n'est-ce pas parce que c'est à Paris, presque seulement, que cette assistance est pratiquement organisée ? Il faut répondre qu'il en est ainsi assurément, mais que cependant quelques grandes villes ont une organisation d'assistance assez satisfaisante.

Quant à nous, nous devons dire qu'ici nous n'avons la prétention que de signaler quelques courants d'idées révélés par certaines œuvres d'assistance. Il est impossible, non seulement de les citer, mais encore de les connaître toutes : le dernier recensement à peu près complet qui en ait été fait date de plus de dix ans (1).

Il convient d'examiner en premier lieu ce qui résulte de l'application de la loi de 1893 dont profitent les femmes en couches.

Nous avons montré qu'elle est peu compatible avec le secret.

Nous avons longuement démontré les causes pour lesquelles les grandes villes sont envahies : presque toutes ont, en effet, institué des maternités secrètes et des asiles de grossesse et d'assistance.

Avant d'examiner en détail les œuvres privées, signalons que trois délibérations d'assemblées locales sont remarquables au point de vue de l'assistance maternelle et infantile. Nous ne pouvons que les analyser brièvement ici.

Décision du Conseil général de Seine-et-Oise. —

Une délibération du Conseil général de Seine-et-Oise est relative à l'assistance à domicile des femmes en

(1) Nous avons puisé la plupart des renseignements suivants dans le volume intitulé : *La France charitable et prévoyante*, publié par l'Office central des OEuvres de bienfaisance (édit. 1896).

couches. Elle accorde des secours d'assistance gratuite médicale et un trousseau de maternité à toutes les femmes nécessiteuses, même temporairement, parvenues au terme de leur grossesse,

On leur laisse le choix du médecin ou de la sage-femme sur la liste de ceux qui ont adhéré à cette assistance gratuite ; on autorise même les femmes à en prendre d'autres, à certaines conditions : en aucun cas, les dépenses totales ne doivent dépasser 45 francs, en moyenne, qui sont supportés à la fois par le département et la commune. Quant au trousseau, dit de maternité, il comporte tous les linges nécessaires à l'antisepsie puerpérale, et, pour l'enfant, une layette.

Une innovation très intéressante se place ici dans le texte que nous étudions. C'est la boîte de maternité déposée soit à la mairie, soit à l'hôpital ; elle contient tous les appareils de pansements pour l'antisepsie.

On la délivre temporairement aux femmes sur un bon du médecin, mais elle doit ensuite être retournée à la mairie.

Examinons maintenant les deux arrêtés municipaux : d'abord celui de Villiers-le-Duc, dont M. le professeur Pinard a dit : « c'est le plus bel échantillon de puériculture que je connaisse. L'œuvre de M. Morel de Villiers est digne de respect et d'admiration, c'est le plus bel exemple qu'on puisse et qu'on doive donner à toutes les communes de France. »

Arrêté municipal de Villiers-le-Duc. — L'assistance de la commune peut être accordée à toute femme nécessiteuse ou sur le point de le devenir par l'accouchement, si celle-ci le demande avant le septième mois de la grossesse, « en indiquant par quelle sage-femme elle désire être assistée ».

La mairie fait visiter la femme, dès la grossesse, et décide si l'intervention du médecin est, ou non, nécessaire.

Aucune de ces dépenses n'est à la charge de l'Etat ou du département. Il en est de même pour la gratification de 1 franc par jour qui est accordée pendant 10 jours après celui de l'accouchement à toute accouchée qui reste au lit pendant ce temps et qui lui est retirée en cas contraire.

A ces prescriptions maternelles, la délibération en ajoute pour l'enfance : obligation d'employer du lait stérilisé pour l'allaitement mixte ou entièrement artificiel, suivant une notice distribuée par la municipalité, et de présenter l'appareil stérilisateur à toute réquisition de l'autorité municipale ou des médecins inspecteurs.

La commune installe un pèse-bébé avec obligation des pesées tous les 15 jours et met à la disposition des nourrices, à prix réduits, ou des mères nécessiteuses, gratuitement, des appareils stérilisateurs, ces dernières devant les rendre après le sevrage de l'enfant.

La commune accorde enfin une gratification, rétroactive du début de l'allaitement, de 2 francs par mois, à toute nourrice qui présentera l'enfant à elle confié en bon état de santé, à l'âge de un an.

Décision du Conseil municipal de Lisieux.— Citons enfin la délibération du Conseil municipal de Lisieux prise sur l'initiative de M. H. Chéron.

Elle accorde gratuitement à toute mère, privée de ressources et allaitant elle-même son enfant, deux portions alimentaires par jour pendant toute la durée de l'allaitement que lui fournit le fourneau réfectoire de la commune.

Cette durée est constatée par des certificats mensuels délivrés par les médecins chargés du service de l'assistance médicale à domicile.

C'est le bureau de bienfaisance qui est chargé de recevoir toutes les demandes à ce sujet.

Nous voyons donc que ces trois décisions sont très remarquables, et semblent indiquer qu'un courant très particulier s'établit dans cet ordre d'idées.

La première date d'avril 1901, la seconde est du 11 mai 1903 et la dernière a été prise le 10 juillet 1905

Ces dates indiquent les progrès même de l'idée et, sans nul doute, de tels efforts se multiplieront quand on en connaîtra toute l'utilité.

Nous verrons d'ailleurs qu'un grand nombre de muni-

cipalités subventionnent des œuvres privées, les dirigent ou les patronnent ; il serait désirable qu'un plus grand nombre d'entre elles organisent, comme les précédentes, un véritable service d'assistance pour toutes les femmes en couches, profitant ainsi aux filles-mères et à leurs nourrissons.

CHAPITRE II

Les œuvres privées

En dehors de ces exceptions et de quelques autres sans doute, on peut dire, sans injustice, que les secours qui accompagnent la grossesse ou la convalescence sont abandonnés, en général, à l'initiative privée et à son arbitraire, ce qui est rarement favorable aux filles-mères. Sauf dans les grandes villes, en effet, la plupart de ces œuvres sont confessionnelles, et, plus encore en province qu'à Paris, elles n'accordent guère leur assistance aux filles-mères qu'à grand regret. Même ne le font-elles souvent qu'en vue du relèvement, d'une réhabilitation des mères, ce qui rabaisse la maternité en l'assimilant à une déchéance.

Les orphelinats sont presque aussi sévères pour les petits enfants naturels.

Assistance maternelle par l'hospitalisation. — Quoiqu'il en soit, certains hôpitaux soignent les femmes en couches, leur distribuant eux-mêmes des

secours, soit en argent, soit en nature, quand elles sont très indigentes, par exemple l'*Hospice de la Maternité*, à Tulle.

Ce sont généralement les hôpitaux municipaux qui reçoivent les filles-mères ; et, quand ils le font, ils exigent une indemnité quotidienne des femmes qui ne sont pas du département ou de la commune.

Les exemples en sont trop nombreux pour les citer ici. Quand on accepte gratuitement des pensionnaires, on en exige le remboursement du département de secours. Tout cela, par conséquent, est exclusif du secret.

Ce secret se pratique, sous forme de pli cacheté remis en entrant au bureau de l'hôpital, dans quelques grandes villes comme Rouen, le Havre, ou d'un registre noir, comme à Lyon, où l'hôpital de la Charité est exclusivement réservé aux filles-mères.

Pour les asiles de nuit analogues à ceux de Paris, George Sand, Pauline Roland, etc., ils sont peu répandus, n'étant d'ailleurs possibles que dans les grandes villes, et on ne les trouve, soit procurant l'hospitalité de nuit, soit accordant l'assistance par le travail, que dans les grands centres comme Lyon, Marseille, Bordeaux.

Il faut dire d'ailleurs que, en ce qui concerne la maternité des filles enceintes en particulier, l'existence de tels établissement joue un assez mauvais rôle au

point de vue moral, à cause de la population flottante et très mêlée qui est appelée à y recourir.

Les *trois maternités Boucicaut*, spécialement organisées à Roubaix, Mont Saint-Aignan et Châlon-sur-Saône, ont toutes pour but de recueillir et d'hospitaliser gratuitement avec leur enfant les filles-mères françaises à leur première grossesse. On leur donne à leur sortie la somme de 20 francs et une layette, et chacune a sa chambre isolée avec son enfant. On voit que, malgré les restrictions imposées et l'enquête prescrite, ces maternités constituent un grand progrès pour la province.

L'*OEuvre de l'hospitalité universelle à Nantes* reçoit les filles-mères avec leur enfant, à condition qu'elles s'engagent à l'élever jusqu'à 18 mois au moins.

Dans la même ville, nous devons citer l'*OEuvre du travail réparateur*. On y reçoit, sur recommandation de personnes honorables, des filles-mères dès le troisième mois de leur grossesse. Mais cet établissement ne les garde pas au moment de l'accouchement, il les envoie à la Maternité et les reprend à leur sortie pour leur convalescence, les gardant au plus quatre ans. C'est donc, sur ce dernier point, un perfectionnement sur les œuvres analogues de Paris, qui les conservent moins longtemps.

On n'y admet pas de récidivistes, et, si on fait payer avant l'accouchement, on ne demande rien après ; on accepte même quelques admissions gratuites.

La *Samaritaine*, à Lyon, s'occupe spécialement des filles-mères ; mais, comme dans l'œuvre précédente, on y exige qu'elles soient enceintes pour la première fois. On les admet à tout moment de la grossesse et on les place ensuite ; d'ailleurs, la plupart s'occupent de leur enfant.

Quant à l'*Œuvre de Saint-Raphaël*, de Bordeaux, c'est un ouvroir et une maternité secrète. La règle est encore que la femme soit à sa première grossesse pour y être admise ; elle est destinée aux femmes « qui pourraient être livrées au désespoir et conduites aux actes les plus coupables ». On les accepte à n'importe quel moment de leur grossesse et on les garde pendant leurs couches jusqu'à complet rétablissement. La maison comprend :

1° Un dortoir pour les femmes qui attendent leurs couches ou achèvent de s'en remettre.

2° Une infirmerie pour celles qui sont en couches.

3° Quelques chambres séparées et plus confortables pour les pensionnaires aisées qui désirent être seules.

Celles-ci doivent payer une redevance : on crée donc une incompatibilité entre le secret et la pauvreté.

Les enfants sont, le plus possible, nourris par leur mère ; si c'est nécessaire, ils sont mis en nourrice, mais on exige que, même après leur sortie, leur mère paie une partie au moins du mois de nourrice sur ses gages ; dans ce cas, l'œuvre place la mère pour lui faire gagner sa vie et celle de son enfant.

Nous devons citer la *Maternité dunkerquoise*, qui a pour but de venir en aide aux femmes en couches et aux enfants du premier âge.

Mais les œuvres hospitalières manquent complètement dans certains départements, dont la plupart n'ont que la Société de charité maternelle qui n'accepte les filles-mères qu'à Valenciennes, après leur accouchement. Comme cette œuvre est très répandue, elle rend stérile par avance toute œuvre locale qui tenterait de s'établir à côté d'elle pour les filles-mères ; celles-ci en souffrent et sont ainsi chassées de leur pays, même malgré elles.

Nous ne parlons pas des dangers budgétaires qui résultent d'un tel système et dont les grandes villes souffrent au plus haut point.

Assistance maternelle à domicile. — Beaucoup d'œuvres entreprennent d'assister toutes les femmes en couches à domicile. Naturellement, les principales, qui le font déjà à Paris, agissent de même en province ; il en est ainsi, en particulier, de la Société protectrice de l'enfance, qui assiste les femmes en couches, encourage l'allaitement maternel et récompense les mères les plus méritantes ; la même assistance est exercée par la Ligue contre la mortalité infantile, dont nous avons énuméré le généreux programme.

Il faut reconnaître qu'en province même, les œuvres

de ce genre sont assez nombreuses ; ainsi, *la Maison des sœurs de Bon Secours*, à Brignoles, soigne à domicile les femmes en couches.

L'*OEuvre des pauvres malades*, distribue aux femmes indigentes des bons de viande et de layette pour leurs petits nourrissons. A Nice et à Nancy, même action de la part de *la Société des filles de Sion* ; dans la deuxième de ces villes, l'*Association des Dames de la Charité* visite les femmes en couches à leur domicile, leur distribuant des bons de pain, de combustible, de la viande ; mais, chose singulière, elle ne donne de layette qu'au troisième enfant : c'est une mesure dont assurément ne profitent guère les filles-mères, autrement ce serait encourager les récidivistes.

Quant à *la goutte de lait* de Constantine, elle a pour but d'aider les mères à allaiter leur enfant.

N'omettons pas l'œuvre particulière et originale de *la Madeleine*, dans le département du Nord, qui prête un lit aux femmes en couches en le transportant chez elle.

Nous devons aussi mentionner l'*Hôtel-Dieu* de Nogent-le-Rotrou, qui assiste à domicile les femmes indigentes en couches, domiciliées dans la commune depuis quatre ans. On leur procure les soins d'une sage-femme, d'un médecin ; on leur donne du linge et des bons d'aliments.

Il faut insister sur l'*OEuvres d'assistance à domicile des dames Mauloises*, qui est imitée également au Havre,

à Saint-Rambert (Rhône), à l'Ile-Adam, à Briey ; elles aident à l'application de la loi de 1893 « en facilitant les accouchements à domicile par un supplément d'assistance et par un patronage à double objectif dans un intérêt d'hygiène, pour un profit moral. »

Cette association secourt « matériellement les femmes enceintes dans le dernier mois de la grossesse, ainsi que pendant le premier mois après l'accouchement ».

Durant tout ce temps, a exposé le fondateur dans un mémoire à l'Académie de Médecine, « elle (la femme enceinte) est familiarisée par des gardes de bonne volonté, préposées à cet effet, et recrutées dans la Société même (femmes de médecins, de pharmaciens, de notaires, de percepteurs, de commerçants, de cultivateurs, etc.), avec les notions élémentaires de l'hygiène, de la grossesse et de l'enfance. Ces membres, gardes actifs de notre Association, et que l'on pourra à juste titre appeler les sœurs de la maternité, afin de pouvoir s'acquitter avec dignité de leur mission, suivent avec empressement les leçons que nous leur faisons au siège de l'Association. »

Avant l'accouchement, on fait donc l'éducation de la mère ; pendant les crises de maternité, les dames de l'Association servent d'aides bénévoles, et surveillent la convalescence de leurs conseils, de leur secours en nature et même en argent.

« L'Association, lisons-nous dans un livre de

M. Strauss, possède à la mairie, grâce à l'intelligente coopération de la municipalité, une armoire dans laquelle est renfermé le matériel de la maternité (le linge, les layettes, les antiseptiques)

« M. le professeur Pinard a, très ingénieusement, comparé la création de cette armoire communale pour renfermer le sac maternel, à l'établissement des petits bâtiments qui, dans chaque commune, logent la pompe à incendie. »

C'est une analogie très grande avec la boîte de maternité du département de Seine-et-Oise.

Si ce mode d'assistance était généralisé, il rendrait les plus grands services, et pourrait être de la plus grande utilité pour les filles-mères, en particulier pour celles qui sont seules avec plusieurs enfants.

« *La mutualité maternelle* qui se répand dans toute la France, dans l'Isère, à Vienne, donne des primes de 5 francs aux femmes qui soignent bien leur enfant ; à Dammarie-les-Lys, à Lille, à Bordeaux, on en trouve ; de même, il s'en est créé encore à Roubaix, Saint-Etienne, Evreux, Nantes, Melun, Marseille, Lyon, Dijon, Auxerre, Montceau-les-Mines, Dinard, Nice, Saint-Germain-en-Laye, Annecy, Toulouse, Béziers, Toulon, Montreuil, Avon, Brie-Comte-Robert, Fontainebleau, Commines, Chérisy. En 1905, il y avait de ces mutualités formées ou en formation dans plus de 150 villes de France. »

En mai 1906, [au Congrès international d'Assis-

tance Publique de Milan, M. Poussineau faisait connaître que le chiffre des sociétaires était de 10.000 et il évaluait à 40 ou 50.000 le nombre de femmes qui attendaient leur admission.

Nous ne reprenons pas les statuts de la mutualité maternelle ; ils sont les mêmes partout. Il ne faut pas méconnaître que cette extension est très bonne, mais, comme le pense M. Drouineau, nous croyons que la partie éducatrice de la mutualité, si elle est très bonne, est très lente à agir : 50.000 femmes attendent en effet des secours ; il vaudrait mieux les leur donner coûte que coûte, même par un autre moyen.

Nous devons nommer la *Caisse de secours de la Société industrielle pour la Shappe*, à Roubaix. Elle est alimentée par une cotisation hebdomadaire variant, suivant l'âge des membres de 0 fr. 20 à 0 fr. 25, à laquelle la Société ajoute 0 fr. 10 par ouvrier.

Outre les soins médicaux en cas de maladie, cette société accorde aux femmes sociétaires en couches un secours de 25 francs.

Pour mémoire, rappelons qu'il existe de nombreux ouvriers, mais ils sont rarement accessibles aux filles-mères.

Dans l'Assemblée générale de l'œuvre de la Samaritaine, le 20 mars 1902, son fondateur, M. Sabran, n'a pas dissimulé la nécessité d'asiles ouvriers publics et plus larges dans leurs admissions et leur fonctionnement. Il pense même qu'à l'Assistance publique re-

viendra le soin de compléter cette assistance, en secourant les filles-mères récidivistes et celles qui ne peuvent pas reconnaître leur enfant.

Il faut aussi mentionner, à titre d'exemples, la *Société d'assistance des femmes par le travail*, à Lyon, et celle de Limoges.

La première donne aux femmes indigentes du travail à domicile et leur assure un salaire à la tâche variant entre 1 franc et 1 fr. 50 Elle y ajoute un bureau de placement.

La seconde comprend un atelier de femmes où on leur donne des travaux de couture moyennant un salaire de 1 franc à 1 fr. 50 ; elle distribue gratuitement le produit du travail ainsi fait à des établissements charitables et s'occupe de placer ou de rapatrier les femmes qui lui ont demandé assistance.

OEuvres patronales d'assistance maternelle. — Nous devons donner encore des indications sur deux modes d'assistance qui se retrouvent à Paris mais qui sont peut-être plus importants en province par la différence même des milieux. Ce sont les institutions patronales d'assistance et les œuvres de mariage.

Il faut dire qu'un grand nombre d'industriels, surtout dans le département du Nord, ont développé ce mode d'assistance au profit de leurs employés.

Nous citerons en outre comment l'assistance maternelle est organisée à Noisiel-sur-Marne, dans l'Usine

Menier, en empruntant ces renseignements au rapport déjà cité de M. Engerand.

« MM. Menier, dit-il, accordent aux jeunes mères, déjà mariées ou non, les soins médicaux et pharmaceutiques gratuits (sage-femme, médecins, etc.). Il est remis, à chaque ouvrière quittant l'atelier pour avoir un enfant, une layette composée de 33 pièces. Une somme de 20 francs (fondation de M^{me} Menier, mère) est remise à toute ouvrière pour les premiers frais de son accouchement.

« Il est recommandé à la femme en état de grossesse de cesser le travail un mois avant l'époque présumée de l'accouchement. Elle ne peut reprendre son travail que deux mois après l'accouchement (sur présentation d'un certificat du médecin ou de la sage-femme attestant qu'elle est en état de reprendre son travail). Les ouvrières doivent prévenir la sage-femme un mois avant l'accouchement.

« Cette dernière leur donne ses conseils, leur remet un flacon pour les urines à analyser et s'entend avec elles pour les préparatifs. Elle fait l'accouchement et rend visite aux accouchées jusqu'à ce qu'elles soient complètement rétablies. »

Il est certain que nous pourrions citer encore de nombreux exemples : celui-là suffit pour montrer à quel point certains industriels sont généreux envers leur personnel au moment des maladies.

OEuvres de mariage. — Quant aux œuvres de mariage, il est à remarquer qu'elles sont toutes confessionnelles, et que c'est au nom d'une religion, qu'elles agissent toujours, poussées par le sentiment de déchéance que le catholicisme imprime à la maternité libre.

Parmi les principales citons : l'*OEuvre de la réhabilitation des mariages*, à Bône ; celle-ci d'ailleurs à eu soin d'installer une crèche dans son établissement.

C'est encore l'*OEuvre de Saint-François Régis*, qui facilite aux indigents les formalités nécessaires pour le mariage et s'occupe de régulariser les unions et les naissances illégitimes. Cette œuvre est très répandue.

Les protestants ont l'*OEuvre évangélique des papiers de mariages* à Montbéliard, par exemple.

C'est encore à Lyon, l'*OEuvre des Forains* ; elle se borne à régulariser les unions illégitimes des forains, envoie leurs enfants à l'école et leur apprend le catéchisme.

Nous arrêtons ici cette longue énumération bien incomplète des œuvres de maternité en France : nous avons voulu seulement donner un aperçu des principaux types d'assistance et des différentes idées suivant lesquelles on y vient en aide aux filles-mères en particulier, soit que des institutions leur soient réservées, soit qu'elles profitent de celles qui sont accessibles à toutes les femmes sans distinction.

TITRE V

ASSISTANCE INFANTILE EN PROVINCE ACCESSIBLE AUX NOURRISSONS ILLÉGITIMES

Les œuvres privées.

Les institutions publiques dont peuvent profiter les nourrissons illégitimes sont constituées par les trois délibérations que nous avons citées à propos de l'assistance maternelle. Nous ne pouvons que nous y référer.

Quant aux œuvres privées qui acceptent d'assister ces mêmes enfants naturels, elles sont encore plus difficiles à saisir que celles qui sont créées pour les mères : elles n'ont pas besoin d'être aussi importantes et échappent plus facilement aux regards.

Dans l'assistance d'un nourrisson bien portant, deux choses sont nécessaires, un bon lait et une bonne surveillance médicale.

La première est assurée en France par de nombreuses œuvres qui distribuent gratuitement ou à très bon marché du lait aux petits enfants pauvres du premier âge.

D'ailleurs, nous devons remarquer que presque toutes les œuvres de maternité s'occupent aussi des enfants des femmes qu'elles secourent.

Crèches, gouttes de lait, dispensaires. — Nous devons citer l'*OEuvre du lait gratuit des petits enfants pauvres du premier âge* à Marseille : toutes matins, à 9 heures, distribution de lait stérilisé, soins médicaux, médicaments et linge.

L'« *OEuvre tourangelles* de la goutte de lait maternisé ou stérilisé aux enfants du premier âge. »

Il faut ne pas oublier la *Goutte de lait* de Fécamp, qui fonctionne comme nous l'avons déjà exposé, mais qui est la première en France de ce modèle.

Ces gouttes de lait sont multipliées depuis quelques années, elles suivent le même accroissement que les consultations de nourrissons qui sont, suivant le vœu émis par le Sénat le 3 décembre 1903 sur la proposition de M. Strauss et selon les prescriptions précises du gouvernement actuel, très favorisées par les préfets.

On ne fait, bien entendu, dans ces consultations, aucune distinction confessionnelle, ce qui est un grand bienfait pour les nourrissons illégitimes.

L'*Oeuvre du bon lait* de Bar-le-Duc est une consultation de nourrissons doublée d'une goutte de lait.

A Bordeaux, le D^r Saint-Philippe vient d'établir, au *dispensaire de Bacalan*, une consultation d'élevage (goutte de lait) et d'hygiène (consultation de nourrissons proprement dite). Le caractère original de cette œuvre est d'être mixte.

A la consultation d'élevage, on donne des conseils aux mères pour les aider à bien nourrir leur enfant et le sevrer à propos.

A la consultation d'hygiène, on apprend aux parents comment ils doivent procéder pour favoriser la croissance régulière et le développement physiologique de leur enfant.

A côté de ces œuvres, nous devons placer quelques exemples de crèches; nous rappelons tout d'abord que les sociétés parisiennes de vulgarisation et de patronage que nous avons rencontrées exercent largement leur influence. Mais de très nombreuses institutions locales se rencontrent.

L'*Oeuvre de la crèche garderie Aixoise*, à Aix-les-Bains, par exemple, reçoit, nourrit et soigne dans la journée les enfants sevrés le jour et âgés de un an à trois ans.

Crèches patronales. — Nous devons signaler que les crèches manquent encore dans certains départements; mais que, par contre, les industriels avisés

ont souvent créé dans leur établissement des crèches où leurs employées ont la faculté d'allaiter leur enfant, le matin et le soir, sans que le temps perdu ainsi, environ une demi-heure, soit défalqué des heures de travail, ni diminue en rien le salaire maternel ; il en est ainsi, en pratique, à Noisiel, par exemple, où, d'ailleurs, on a organisé des consultations de nourrissons et des distributions de lait.

Il faut encore citer, dans la Charente, la *crèche Saint-Jean de l'usine Laroche-Joubert*, où fut établie, dès 1843, la participation aux bénéfices.

De même, aussi, la *maison Mame*, à Tours, a établi une œuvre analogue pour les enfants des ouvrières.

Dans toutes ces maisons et dans beaucoup d'autres semblables, on garde les filles-mères.

Nous ne faisons que rappeler la *Pouponnière de Porchefontaine* qui est une crèche interne. Il nous faut citer deux institutions analogues à Crépy-en-Valois et à Brunoy.

Ajoutons, sur ce point, l'*Œuvre d'aide et d'assistance de la première enfance de Colombes*, qui a pour but « d'administrer les crèches communales ; encourager les mères à élever elles-mêmes leurs enfants et propager les principes concernant l'hygiène et les soins à donner à l'enfance ».

Quand la santé du nourrisson laisse à désirer ou qu'il est malade, nous trouvons encore quelques types de dispensaires. C'est la *Société du dispensaire gratuit*

de Pantin-Aubervilliers, pour les enfants indigents et malades, c'est le *Sanatorium ou crèche des Cévennes*, qui a pour but de garder à la montagne les petits enfants débiles ou malades ; d'autres œuvres analogues facilitent aux rachitiques le séjour de la mer : la *Maison évangélique de bains de mer* dans le Calvados, par exemple.

Marseille possède un dispensaire faisant soigner à domicile les enfants atteints d'une maladie contagieuse et transportables ; on y donne, en outre, des consultations pour tous les enfants indistinctement.

A Annonay, une maison protestante recueille les petits enfants de religion réformée qui sont abandonnés et les fait élever dans des familles honnêtes moyennant une pension de 150 francs.

Il faut ne pas omettre l'*Oeuvre des berceaux* de Nantes qui a comme caractéristique, d'être une association d'ouvrières qui confectionnent des layettes pour les femmes indigentes en couches.

Assistance infantile par l'hospitalisation des nourrissons. — L'hôpital de Nevers (quelques grandes villes ont une institution analogue) reçoit et assiste les petits enfants dont les mères sont à l'hôpital.

Il ne nous reste plus qu'à montrer, par quelques exemples, que l'on trouve en province des sociétés ou œuvre de patronage.

OEuvres générales d'assistance infantile à domicile.

— C'est, entre autres, la « Société protectrice de l'enfance » déjà citée qui exige, en certains endroits, la vaccination des enfants : ceci n'est que l'exacte observation de la loi de 1902 ; elle n'assiste les mères que pour les amener à nourrir leur enfant de leur lait, ce qui constitue une assistance en nature indirecte pour les enfants, et, comme beaucoup d'œuvres, elle donne aux enfants des layettes, des berceaux, ce qui est pour eux l'assistance en nature.

Nous pouvons terminer par l'« Œuvre de l'enfance » à Grenoble qui a pour but de protéger l'enfant avant et après sa naissance : avant, par la surveillance de dames visiteuses sur les futures mères, par le contrôle médical constant ; après, par des secours pécuniaires et par des consultations gratuites de nourrissons.

NOTA. — Pendant l'impression de ce travail, nous apprenons que, grâce à un don généreux de M^{me} Emile Zola, l'Assistance publique est devenue propriétaire de la maison que possédait à Médan le célèbre écrivain, et qu'elle l'a aménagée pour recevoir et soigner au grand air les poupons débiles et les nourrissons en danger de mort.

L'inauguration de cet établissement a eu lieu le 29 septembre 1907.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire de l'assistance accordée en France aux filles-mères indigentes et à leurs enfants en bas-âge, nous a permis d'établir qu'elle est aujourd'hui réalisée par les lois comme elle est acceptée par les mœurs.

Les filles-mères trouvent ordinairement dans la législation générale les secours auxquels leur permettent d'aspirer leur état de misère et leur état de maladie. Nous avons vu, en effet, que la loi sur l'assistance médicale gratuite leur est accessible, ainsi d'ailleurs qu'à leurs nourrissons, soit à l'hôpital, soit à domicile.

Le législateur n'a pas seulement prévu le cas de maladie ou d'accouchement. Prenant à la fois l'intérêt des filles-mères et de leurs nourrissons, il a sagement compris la nécessité de relever ces femmes de l'infériorité sociale que leur situation fait peser sur elles.

Des mesures spéciales leur permettent d'accepter et d'accomplir avec courage envers les enfants dont la naissance a été pour elles un accident et dont l'entre-

tien leur semble un lourd fardeau, le devoir d'éducation que les parents ont envers ceux qui naissent de leurs œuvres. C'est le progrès réalisé dans la loi de 1904.

En même temps qu'il organisait ainsi l'assistance aux mères indigentes, le législateur ne négligeait pas celle qu'il voulait particulièrement accorder aux nourrissons. Les secours temporaires sont, à cet effet, destinés à garantir aux enfants illégitimes l'allaitement maternel.

Le législateur est allé plus loin encore, et il a décidé que l'abandon est nécessaire si la mère ne soigne pas bien son enfant : c'est une mesure qui montre que, en se résignant à séparer la mère de son enfant, il attache un prix tout particulier à la santé de celui-ci.

On peut approuver sans réserve ce système organisé par la loi de 1904. Malheureusement, en général le taux des secours accordés par l'Administration sur les crédits votés par les Conseils généraux est trop faible et la durée commune de deux ans pour les secours périodiques est trop courte.

Il est aussi regrettable que la loi ne destine les secours qu'aux enfants. Mais si le taux en était plus haut, les filles-mères pourraient y trouver une compensation suffisante aux charges qu'elles supportent et n'auraient plus de tentation excusable à user du secours de leur enfant pour leurs besoins personnels.

On pourrait dès lors appliquer aux filles-mères la

législation de la loi du 23 décembre 1874, en réglementant d'une manière précise, à leur intention, les dispositions de surveillance sur les enfants en nourrice.

On voit ainsi que, selon le désir de M. Strauss, les lacunes de la loi peuvent se combler par la loi même, puisqu'il suffit d'étendre le système d'une loi à une mesure spéciale pour y apporter le remède nécessaire.

C'est encore vrai pour les nourrissons. Si les établissements sont trop peu nombreux, aucune forme d'asile ne manque. Et si l'on peut à bon droit regretter ou la petite quantité d'établissements ou leur agencement défectueux, on ne peut en faire reproche au législateur.

Souvent lui-même a voulu pousser plus loin son œuvre d'assistance ; il l'a manifesté par les nombreuses propositions de lois que nous avons analysées.

Mais presque toujours, nous l'avons vu, c'est l'augmentation de dépense qui a empêché la réalisation effective des progrès désirables. Sur deux points, nous avons reconnu que le Parlement a été arrêté par le respect des mœurs qui repoussent la recherche de la paternité et la légitimation de tous les enfants dans les conditions que nous avons dites.

Nous pensons pourtant que c'est montrer trop de prudence que de rejeter ces deux réformes. Il serait

bon de pratiquer, avec modération sans doute, ces modes d'assistance indirecte aux enfants illégitimes. Ce serait d'ailleurs un moyen d'effectuer quelques économies de secours.

Les tribunaux l'ont réalisé en ne recherchant que l'équité : ils ont ménagé la transition qui doit heureusement mener de l'ordre actuel à ces réformes, en admettant, au profit des filles-mères, des dommages-intérêts, quand il y a des présomptions graves contre celui qu'on croit être le père de l'enfant.

Il faut bien dire aussi, qu'en dehors des dernières réformes auxquelles nous venons de faire allusion, le rôle de la loi ne peut plus être très utile : c'est plutôt par l'action administrative et grâce aux œuvres privées que tous les desiderata relatifs à notre sujet peuvent recevoir satisfaction, sans oublier l'initiative précieuse que la loi laisse aux conseils généraux pour se conformer aux besoins des régions qu'ils administrent.

Mais ce sont surtout les œuvres privées qui sont destinées par leur nature même à mener à bien cette sorte d'assistance, grâce à leur connaissance intime des maux existants et à l'infinie variété des remèdes qu'elles peuvent y apporter. Les moyens de secours qu'elles présentent sont très variés, adaptés aux circonstances des lieux et aux caractères des populations.

Les secours aux indigents de toute catégorie

n'auront vraiment la souplesse nécessaire que si ceux qui les offrent ne sont pas enserrés dans des règles uniformes, rigides et aveugles. Ils ne seront économiques que s'il est fait appel à l'action gratuite des philanthropes et non au concours de salariés plus empressés à toucher des traitements qu'à rendre des services.

Encouragement pécuniaire des œuvres privées, développement des services administratifs constitués conformément aux lois existantes, voilà donc ce qu'il faut réclamer et rechercher.

Le moyen pratique d'y parvenir existe même. Il suffirait que l'administration favorisât plus largement qu'aujourd'hui les offices régionaux des œuvres d'assistance. Elle trouverait ainsi de puissants auxiliaires dans ces œuvres privées.

Ce sont, en effet, les renseignements sur les besoins réels à soulager qui font défaut aux bienfaiteurs et qui énervent l'effort de l'assistance privée.

Ce qui le prouve, c'est l'accumulation dans certaines villes d'œuvres similaires, tandis que l'absence d'œuvres analogues est absolue partout ailleurs.

C'est là un très gros inconvénient, puisque en dehors de la localisation excessive de l'assistance, il en résulte des rivalités entre les œuvres de même espèce, qui arrêtent souvent la réalisation des intentions des fondateurs.

Cette situation cesserait vite si l'Etat devenait le

protecteur généreux des Offices charitables, et si, par des subventions, il dirigeait vers le plus grand bien les efforts de la bienfaisance. Il suffirait, pour y pourvoir avec économie et utilité, d'appliquer le principe de Gand, exposé par M. Millerand à la Chambre des députés le 30 novembre 1904, suivant lequel l'Etat doit proportionner ses subventions à l'effort de l'initiative privée.

Si ces quelques réformes étaient réalisées dans l'assistance française, il est certain qu'un grand adoucissement serait apporté dans l'existence souvent si pénible des filles-mères et des enfants illégitimes du premier âge. Il n'est besoin pour cela, en somme, que d'étendre l'action des principes déjà consacrés et d'en réaliser une scrupuleuse application, tout en soutenant les pratiques des meilleures œuvres d'assistance.

Vu : le Président de la thèse.

H. BERTHELEMY.

Vu : le Doyen

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Loi du 15 juillet 1893.

Loi du 27 juin 1904.

Loi du 23 décembre 1874.

Loi du 24 juillet 1889.

Loi du 15 février 1902.

Décret du 2 mai 1897.

Circulaires ministérielles des 20 décembre 1897 et 6 novembre 1898.

Loi du 28 juin 1792.

Loi du 24 vendémiaire an II.

Loi du 27 octobre 1793.

Arrêté directorial du 30 ventôse an V.

Circulaire ministérielle du 8 février 1823.

Code des nourrices, 1781.

Propositions de lois citées dans la thèse avec leurs annexes.

Conseil supérieur de l'Assistance publique :

Session de janvier 1892 : création de maternités départementales.

Session de juin 1892 : projet de loi sur l'Assistance maternelle.

Rapport sur l'exécution en 1896 de la loi du 15 juillet 1893.

Commission de la dépopulation. Rapports à la sous-commission de la mortalité par MM. Drouineau, Budin, Variot.

X^e Congrès international d'hygiène et de démographie, Paris, 1900.

D^r Tourneur. — Rapport au préfet du département du Nord sur les enfants assistés et la protection des enfants du premier âge, 1905.

D^r Grèges. — Rapports présentés au préfet du département de la Vendée sur les enfants assistés, les enfants secourus, la protection des enfants du premier âge, la maternité en 1905 et 1906.

— Rapport présenté à la première section du Congrès d'assistance familiale en 1905.

- Une opinion personnelle, 1905.

Dr Bouju. — Rapports présentés au préfet du département du Loiret sur le service des enfants assistés et de la protection des enfants du premier âge, 1906.

Collection des bulletins de la Société des crèches.

Collection de la *Revue Philanthropique*.

Collection des bulletins de la Société des établissements charitables.

Office central des œuvres de bienfaisance. — Paris charitable et prévoyant, 1904.

— La France charitable et prévoyante, 1896.

Statuts des œuvres citées.

Travaux de la Ligue contre la mortalité infantile.

Décisions judiciaires relatives à la séduction. *Passim* : Dalloz, Sirey. Collections de la *Gazette des Tribunaux*, de la *Gazette du Palais, du Droit*.

P. Strauss. — L'enfance malheureuse, 1896.

— Dépopulation et puériculture, 1901.

Brueyre. — Les services publics et la protection de l'enfance, 1886.

Dr Thiroux. — La protection légale des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière, 1900.

Dr Napias. — Note sur un point d'hygiène et d'assistance intéressant les nouvelles accouchées et les enfants du premier âge (*Revue d'hygiène*, février 1888).

Dr Pecker. — La puériculture par l'assistance scientifique et maternelle à domicile, 1904.

Dr Pinard. — De l'assistance des femmes enceintes, des femmes en couches et des femmes accouchées (*Revue d'hygiène*, décembre 1890).

G. Guillemin. — De la protection des enfants du premier âge, 1901.

P. Roué. — La séduction devant la loi.

Edme Piot. — La question de la dépopulation, 1900.

— La dépopulation, 1902.

A. Goirand. — De la protection et de l'assistance légales des femmes salariées avant et après leur accouchement, 1906.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'assistance légale.

TITRE I

ASSISTANCE MATERNELLE

Chap. I. — Les lois	7
Chap. II. — Les propositions de lois	26

TITRE II

ASSISTANCE INFANTILE

Chap. I. — Les lois	36
Chap. II. — Les propositions de lois.	61

DEUXIÈME PARTIE

Les pratiques de l'Assistance.

TITRE I

ASSISTANCE MATERNELLE ET INFANTILE

Chap. I. — La Jurisprudence	67
---------------------------------------	----

TITRE II

ASSISTANCE MATERNELLE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ACCESSIBLE AUX FILLES-MÈRES

Chap. I. — Les institutions publiques	72
Chap. II. — Les œuvres privées	84

TITRE III

ASSISTANCE INFANTILE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ACCESSIBLE AUX NOURRISSONS ILLÉGITIMES

Chap. I. — Les institutions publiques	103
Chap. II. — Les œuvres privées	107

TITRE IV

ASSISTANCE MATERNELLE EN PROVINCE ACCESSIBLE AUX FILLES-MÈRES

Chap. I. — Les institutions publiques	121
Chap. II. — Les œuvres privées	127

TITRE V

ASSISTANCE INFANTILE EN PROVINCE ACCESSIBLE AUX NOURRISSONS ILLÉGITIMES

Les œuvres privées	139
Conclusion	145
Bibliographie	151

